

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2022-DEE-9	Décret <i>Dekret</i>	Décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection) <i>Dekret über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm)</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Claude Brodard Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2021-GC-92	Motion <i>Motion</i>	Subventionnement d'un Certificat énergétique cantonal des bâtiments Plus (CECB® Plus) <i>Subventionierung des Gebäudeenergieausweises der Kantone Plus (GEAK® Plus)</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Nicolas Galley Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Dominique Zamofing Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2021-GC-89	Motion <i>Motion</i>	Subventionnement de l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans le secteur privé <i>Subventionierung der Installation von Ladestationen für Elektrofahrzeuge im Privatbereich</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Hubert Dafflon Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Markus Julmy Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2021-GC-94	Postulat <i>Postulat</i>	La reconversion professionnelle comme clé de la transition énergétique <i>Die berufliche Umschulung als Schlüssel zur Energiewende</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Sébastien Dorthe Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Savio Michellod Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2022-DEE-6	Rapport <i>Bericht</i>	Le canton de Fribourg entend-il soutenir véritablement les énergies renouvelables ? (Rapport sur Postulat 2021-GC-98) - Suite directe <i>Will der Kanton Freiburg die erneuerbaren Energien wirklich unterstützen? (Bericht zum Postulat 2021-GC-98) - Direkte Folge</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

A l'issue de la séance, présentation du HFR
Am Anschluss an die Sitzung, Präsentation des HFR



Message 2022-DEE-9

15 février 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection), en référence à l'art. 6 de la loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat visant à surmonter l'épidémie de Covid-19.

Le présent message s'articule comme suit:

1. Historique des aides	1
1.1. Contexte	1
1.2. Adoption des mesures d'aide aux loyers, à la gastronomie et aux cas de rigueur	2
1.3. Ouverture d'une «procédure allégée» et fusion des mesures préexistantes	3
1.4. Octroi du parapluie de protection pour les grandes manifestations	4
2. Etat des lieux des aides allouées au titre des cas de rigueur pour 04.2020–06.2021	4
2.1. Demandes déposées	4
2.2. Montants décaissés et estimation des montants restants	5
2.3. Charge financière nette pour l'Etat de Fribourg	5
2.4. Utilisation de la réserve du Conseil fédéral et refinancement des autres aides	5
2.5. Répartition des aides selon les secteurs d'activité	6
3. Prolongation des aides pour les cas de rigueur 12.2021–06.2022	7
3.1. Modalités des aides prévues selon cadre légal fédéral	7
3.2. Estimation du cercle des bénéficiaires	7
3.3. Estimation de la charge financière pour l'Etat de Fribourg	7
4. Prolongation du parapluie de protection 05.–12.2022	7
4.1. Cadre légal fédéral	7
4.2. Estimation des engagements pour l'Etat de Fribourg	8
5. Conclusions	8

1. Historique des aides

1.1. Contexte

En été 2020, dans le cadre des travaux sur l'avant-projet de loi sur les cautionnements solidaires Covid-19, le Conseil fédéral charge les offices fédéraux (SECO, OFC et OFAG) de déterminer le périmètre des «cas de rigueur» susceptibles de

répondre à une série de critères déterminants¹ et qui pourraient justifier l'établissement d'un projet de loi d'aide fédérale *ad hoc*. Les manifestations de plus de 1000 personnes sont alors interdites, impliquant l'annulation de plusieurs événements prévus sur le reste de l'année, les organisateurs ayant renoncé à engager des coûts en l'absence de garantie financière. Le tourisme d'affaires et de loisirs souffre égale-

¹ Ne pas pouvoir pleinement bénéficier de mesures existantes du Conseil fédéral, être sous une interdiction d'exercice de la profession, ne pas connaître de difficultés économiques préalables, connaître une structure de coûts particulièrement disproportionnée, réaliser une partie substantielle de son chiffre d'affaires entre mars et juin, ne pas pouvoir redémarrer rapidement son activité, être d'importance nationale.

ment de la baisse de la demande au niveau international. À la suite du sondage mené dans les différents cantons et face à l'hétérogénéité des situations, le Conseil fédéral juge alors, en sa séance du 26 août 2020, qu'il n'y a pas de nécessité d'agir au niveau fédéral.

A la **session d'automne 2020**, les **Chambres fédérales** introduisent finalement à l'**article 12 Loi COVID-19** la possibilité pour la Confédération, dans des cas de rigueur, à la demande d'un ou de plusieurs cantons, de soutenir financièrement les entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de COVID-19 en raison de la nature même de leur activité économique, en particulier les entreprises actives dans la chaîne de création de valeur du secteur événementiel, les forains, les prestataires du secteur des voyages ainsi que les entreprises touristiques, pour autant que les cantons participent pour moitié au financement.

La loi COVID-19 prévoit alors, dès son entrée en vigueur le 25 septembre 2020, qu'un cas de rigueur existe si le **chiffre d'affaires annuel est inférieur à 60% de la moyenne pluriannuelle**, que la situation patrimoniale et la dotation en capital globales doivent être prises en considération, que le soutien n'est accordé que si les entreprises étaient rentables ou viables avant le début de la crise du COVID-19 et à condition qu'elles n'aient pas déjà bénéficié d'autres soutiens financiers de la Confédération à l'exclusion des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail, des allocations pour perte de gains et des crédits selon l'ordonnance sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19 du 25 mars 2020. Elle permet d'octroyer des **contributions à fonds perdu** aux entreprises concernées.

Un **groupe de travail** est alors institué, auquel participe la Direction de l'économie et de l'emploi, qui comprend une délégation des Conférences des directeurs cantonaux de l'économie publique et des directeurs cantonaux des finances (FR, VS, BS, GE, SG, ZG, ZH) ainsi que des représentants des offices fédéraux (SECO et Administration fédérale des finances), chargé de régler les conditions de participation de la Confédération aux mesures cantonales dans le cadre du projet d'ordonnance fédérale.

Au niveau cantonal, pour faire face à la dégradation de la situation sanitaire, le Conseil d'Etat fribourgeois ordonne le 17 juillet 2020 la limitation des rassemblements à 300 personnes. Sous la pression des milieux de l'événementiel et des discothèques, mais également de certains secteurs dont la reprise est difficile (gastronomie, voyage, transport de personnes, etc.), une première évaluation des besoins d'aide pour les entreprises les plus significativement impactées par l'épidémie de Covid-19 est menée. Une **taskforce cantonale** regroupant des représentants de quatre directions (DEE, DFIN, DICS et DIAF) est instituée afin de déterminer les premiers critères d'éligibilité aux aides en question.

Dans son message du 1^{er} septembre 2020 accompagnant le projet de **loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat** visant à surmonter l'épidémie de Covid-19, le Conseil d'Etat indique souhaiter «garder un certain montant à disposition afin de pouvoir accorder rapidement un soutien approprié aux «cas de rigueur» qui pourraient se présenter. Par «cas de rigueur», il entend essentiellement des entreprises présentant des caractéristiques telles qu'elles n'ont pas ou que faiblement pu bénéficier des mesures d'aide mises en place jusqu'ici aux niveaux fédéral et cantonal. Font également partie des entreprises ciblées celles qui pourraient être préjudiciées par une prolongation ou un renforcement de certaines normes sanitaires, dans le domaine de l'événementiel par exemple.».

Le 13 octobre 2020, le législatif fribourgeois ajoute aux mesures soutenant la relance des manifestations touristiques et le commerce local, dans le cadre du **Décret relatif au plan cantonal de relance** en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus dans le canton de Fribourg, sur proposition de la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil, un montant de **3 millions de francs à la faveur des bars, discothèques et restaurants**.

Le 14 octobre 2020, le législatif fribourgeois autorise le Conseil d'Etat, à l'**article 6 de la Loi d'approbation des mesures urgentes**, à décider de **mesures complémentaires pour les cas de rigueur** s'il subsiste des montants non utilisés provenant des mesures d'urgence abrogées. Il porte le montant maximal, sur proposition de la Commission de finances et de gestion, à **15 millions de francs**.

1.2. Adoption des mesures d'aide aux loyers, à la gastronomie et aux cas de rigueur

Face à la dégradation de la situation sanitaire, le Conseil d'Etat **décète le 30 octobre 2020, la situation extraordinaire**, conformément à l'art. 117 de la Constitution fribourgeoise. Il ordonne dans la foulée la **fermeture** des établissements publics tels que cafés, restaurants, bars et discothèques, mais aussi des installations et établissements de divertissements et de loisirs tels que théâtres, musées, bowlings et cinémas, ou encore des clubs et espaces de bien-être comme les piscines, bains thermaux, fitness ou wellness. Le Conseil fédéral interdit dès le 29 octobre 2020 les **manifestations publiques de plus de 50 personnes**.

Dans le même temps, le Conseil d'Etat décide, **sur la base de l'art. 117 Cst**, de **deux mesures d'urgence à fonds perdu**, l'une destinée à **la prise en charge du loyer ou des intérêts hypothécaires des établissements contraints à la fermeture** au prorata de la durée de fermeture, **l'autre à caractère social pour les employés**, permettant de compenser 10 des 20% non-indemnisés lors du recours aux indemnités pour réduction d'horaire de travail (RHT). Le coût des mesures est

alors estimé à 8 millions de francs. Les ordonnances OMAF Covid-19 et OMAE Covid-19¹ entrent ainsi en vigueur le 16 novembre 2020.

Le Conseil d'Etat adopte le 16 novembre également l'**ordonnance régissant le soutien aux cas de rigueur OMECR Covid-19** en application de l'art. 6 de la loi d'approbation. L'ordonnance fédérale n'est alors pas encore promulguée, mais l'ordonnance cantonale répond aux exigences de l'art. 12 de la loi Covid-19 permettant le refinancement fédéral. L'ordonnance cantonale prévoit alors une **couverture des charges au prorata de la perte de chiffres d'affaires, sur une base trimestrielle** à partir du 2^e trimestre 2020. Les demandes peuvent être déposées immédiatement. Les dossiers seront traités par des fiduciaires. Pour répondre aux besoins de liquidités dans le secteur de la gastronomie, le Conseil d'Etat adopte en outre le 24 novembre 2020, initialement en exécution du plan de relance, **une mesure pour le secteur de la gastronomie, bars et discothèques**, couvrant 9% des pertes de chiffres d'affaires des établissements concernés, sur une base mensuelle, en comparaison à 2019 (OPCR-Gastro Covid-19). Les demandes pourront être déposées dès le début du mois de janvier 2021.

Au niveau fédéral, le Conseil fédéral adopte l'ordonnance sur les cas de rigueur Covid-19 le 25 novembre 2020. Le 18 décembre 2020, il modifie l'ordonnance et concrétise ainsi les modifications apportées à la loi Covid-19 par le Parlement fédéral (chiffres d'affaires minimum de 50 000 francs; autorisation du double subventionnement dès lors que les secteurs d'activité sont distincts; obligation de prendre en compte les coûts fixes, interdiction de décider de verser des dividendes, convention à conclure avec le SECO). Il charge le Département fédéral des finances d'examiner, dans le cadre du groupe de travail, s'il y a lieu d'assouplir les conditions d'éligibilité, compte tenu des fermetures imposées dans certains cantons.

Le 22 décembre 2020, le Conseil fédéral ordonne la **fermeture des restaurants, établissements culturels et sportifs ainsi que les lieux de loisirs**. Des allègements sont possibles dans les cantons où la situation épidémiologique est favorable. A Fribourg, les établissements publics qui avaient pu rouvrir le 10 décembre, ainsi que les établissements sportifs et de loisirs qui avaient pu rouvrir le 18 décembre, sont à **nouveaux fermés à partir du 26 décembre 2020**. Le Conseil d'Etat prolonge alors la **durée du soutien** prévue dans les ordonnances OMAF et OPCR-Gastro.

Le 13 janvier 2021, le Conseil fédéral prolonge les mesures adoptées en décembre et ordonne la **fermeture des magasins** de biens non essentiels à compter du **18 janvier 2021**, pour une durée de cinq semaines. Dans le même temps, il

assouplit les conditions d'accès à l'aide aux cas de rigueur. En particulier, les **entreprises fermées sur autorité cantonale pendant au moins 40 jours** à compter du 1^{er} novembre 2020 sont considérées comme cas de rigueur sans devoir justifier de pertes de chiffre d'affaires. Pour les autres, les pertes de chiffre d'affaires subies en 2021 peuvent être prise en compte dans le calcul du recul du chiffre d'affaires.

1.3. Ouverture d'une «procédure allégée» et fusion des mesures préexistantes

L'ordonnance cantonale OMECR Covid-19 sera adaptée à chaque modification du droit fédéral. Elle est ainsi modifiée le 12 février 2021 et distingue désormais **deux procédures**, l'une «**ordinaire**» pour les entreprises pouvant justifier d'un recul de chiffre d'affaires de 40% au moins selon les modalités définies plus haut, et l'autre «**allégée**» pour les entreprises ayant été obligatoirement fermées 40 jours civils. Pour ces dernières, l'aide est constituée, pour la période de fermeture, **du loyer et d'une indemnisation forfaitaire de la perte de chiffre d'affaires en fonction du secteur d'activité** (20% pour la gastronomie, 15% pour le secteur des sports et loisirs, 7,5% pour les commerces², 10% pour les autres secteurs). Les demandes en procédure allégée sont ouvertes dès le 15 février 2021. Des acomptes sur la base du loyer majoré sont alors délivrables immédiatement. Afin d'éviter tout risque de surindemnisation, l'ordonnance fédérale prévoit, en sus du plafond de 20% du chiffre d'affaires annuel moyen fixé par le droit fédéral, que le montant de l'aide ne peut pas dépasser la perte réelle pour la période correspondant à l'aide (art. 15 al. 1b OMECR). **Les montants reçus via l'aide aux loyers (OMAF) ou l'aide à la gastronomie (OPCR-Gastro)** sont désormais considérés comme **acomptes** de l'aide aux cas de rigueur et comptabilisés dans le total de l'aide. Les deux ordonnances en question sont ainsi **abrogées** avec effet au 1^{er} février 2021.

Le 17 février 2021, le Conseil fédéral relève l'aide globale aux cas de rigueur à 10 milliards de francs et fixe son taux de participation à 70% pour les aides aux entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 5 millions de francs, et à 100% pour les autres aides, dont elle fixe désormais les règles de calcul et de remboursement. En mars 2021, le Parlement fédéral décide d'élargir l'aide aux cas de rigueur aux entreprises créées entre le 1^{er} mars et le 1^{er} octobre 2020.

L'aide en **procédure allégée couvrira la période de fermeture**. Les mesures seront levées progressivement selon les secteurs, à partir du 1^{er} mars 2021 pour les commerces, du 19 avril 2021 pour les établissements sportifs et de loisirs, du 31 mai 2021 pour les restaurants et espaces de bien-être, et enfin du 26 juin 2021 pour les discothèques. L'aide en **procédure ordinaire** sera prolongée de manière à couvrir au maxi-

¹ L'ordonnance OMAE Covid-19 sera abrogée avec effet rétroactif au 1^{er} décembre 2021, suite aux mesures prises dans le domaine des indemnités RHT par le Conseil fédéral le 18 décembre 2021.

² Sera relevé à 10%.

mum cinq trimestres, soit du **1^{er} avril 2020 au 30 juin 2021**. Un système de bascule de la procédure allégée vers la procédure ordinaire est possible si une entreprise estime qu'il subsiste une part importante de coûts fixes non couverts.

Le 18 juin 2021, le Conseil fédéral relève le **plafond** de l'aide à 30% pour les entreprises pouvant justifier un recul de chiffre d'affaires de plus de 70%. En outre, il libère une première tranche de 300 millions de francs de sa **réserve** de 1 milliard, dont les cantons peuvent disposer pour des cas d'importance cantonale et qui auraient déjà atteint le plafond de l'aide, ainsi que pour refinancer les aides cantonales mises en place avant l'entrée en vigueur de la loi Covid le 25 septembre 2020. Une deuxième tranche de 200 millions sera mise à disposition à partir du 1^{er} décembre 2021.

Un **contrat avec le SECO** formalise l'utilisation de la réserve qui permet ainsi au canton de Fribourg d'utiliser sa part (2,88%) pour les cas exceptionnels traités selon l'art. 16a OMECR Covid-19 ou pour le **refinancement des aides cantonales prises au printemps 2020** (soutien aux baux commerciaux selon l'OMEB Covid-19 et aide au tourisme selon l'ordonnance MET Covid-19) et versés à des entreprises répondant aux critères fédéraux des cas de rigueur.

Compte tenu du versement de l'aide OPCR-Gastro dans le système des cas de rigueur, au bénéfice d'un refinancement fédéral, le Conseil d'Etat débloquera, **en octobre 2021, 3 millions de francs** pour une nouvelle mesure de relance dévolue aux restaurants, bars et discothèque, qui permettra le financement de l'opération **restÔbistro** par le biais de la plateforme Kariyon, ouverte depuis le 22 octobre 2021.

1.4. Octroi du parapluie de protection pour les grandes manifestations

Le 19 mars 2021, les Chambres fédérales modifient la loi COVID-19 en introduisant **un nouvel art. 11a**, qui prévoit des mesures dans le domaine des manifestations publiques. La Confédération peut ainsi prendre en charge, sous la forme d'un dispositif de protection en faveur du secteur de l'événementiel («parapluie de protection»), une partie des coûts non couverts des entreprises qui organisent des manifestations.

Les jauges concernant les manifestations seront levées progressivement. Dès le 26 juin 2021, les manifestations de plus de 1000 personnes sont autorisées dès lors qu'un certificat est obligatoire

Dans l'intervalle, **afin de donner des perspectives au secteur de l'événementiel** et de fournir aux cantons les outils pour délivrer les autorisations correspondantes **l'ordonnance fédérale** sur les mesures concernant les manifestations publiques d'importance supracantonale en lien avec l'épidémie de COVID-19 entre en force le **26 mai 2021**.

Le même jour, sous couvert de **l'art. 117 Cst**, le Conseil d'Etat adopte son **ordonnance cantonale** (OMMP Covid-19), en application du droit fédéral. Elle prévoit la participation du canton à la garantie, à part égale avec la Confédération, en cas d'annulation de la manifestation aux conditions prévues par le droit fédéral.

Pour toucher l'aide, l'organisateur doit obtenir du canton l'autorisation d'organiser sa manifestation et la garantie qu'il bénéficiera de cette couverture financière. La manifestation doit s'adresser à un **public supracantonale** et prévoir la participation **d'au moins 1000 personnes par jour**. Pour chaque manifestation concernée, l'organisateur doit assumer une franchise sur le découvert et une quote-part de 10% sur le montant restant. Si le **canton prend en charge la moitié du découvert**, la Confédération paie l'autre moitié. La prise en charge des coûts par la Confédération et les cantons est plafonnée à 5 millions de francs par manifestation.

L'ordonnance fédérale couvre les manifestations ayant lieu **jusqu'en avril 2022**. Les demandes de garantie peuvent être déposées jusqu'au 28 février 2022. A ce jour, le Conseil d'Etat a rendu une seule décision d'octroi de la garantie financière, pour laquelle l'aide n'a pas été due, la manifestation ayant pu avoir lieu.

2. Etat des lieux des aides allouées au titre des cas de rigueur pour 04.2020–06.2021

2.1. Demandes déposées

Sur le plan cantonal, au 31 janvier 2022, **1500 demandes ont été déposées, dont 1133 ont donné lieu à une aide**. 611 demandes ont été déposées en procédure ordinaire¹ (baisse de chiffre d'affaires de plus de 40%) 889 en procédure allégée (fermeture imposée d'au moins 40 jours). Le tableau ci-dessous détaille l'état des demandes par procédure.

Tableau 1: Etat des demandes cas de rigueur au 31.01.2022

	Procédure ordinaire	Procédure allégée	Total
Demandes déposées	611	889	1500
Traitées	604	889	1493
Aide versée	419	758	1133
Non éligible ou aide à 0.–	185	131	316
En attente	7	0	7

¹ Parmi lesquelles 13 demandes de reconsidération dans le cadre d'une bascule de la procédure allégée vers la procédure ordinaire, dont 12 n'ont donné lieu à aucun paiement complémentaire.

2.2. Montants décaissés et estimation des montants restants

A ce jour,

- > 39,440 millions de CHF ont été décaissés ou validés pour les montants versés au titre de soutien au cas de rigueur en procédure ordinaire (OMECCR Covid-19), auxquels s'ajoutent des frais de traitement de 1,363 millions de CHF;
- > 41,966 millions CHF ont été décaissés au titre de soutien au cas de rigueur en procédure allégée (OMECCR Covid-19) auxquels s'ajoutent des frais de traitement de 938 000 CHF.
- > 8,711 millions de CHF ont été versés au titre de soutien aux loyers pour la deuxième vague (OMAF Covid-19);
- > 6,352 millions de CHF ont été versés au titre de soutien aux établissements publics pour la deuxième vague (OPCR-Gastro Covid-19);

Le total décaissé pour les cas de rigueur s'élève donc à 98 770 458 CHF dont 20 562 481 CHF pour des entreprises réalisant un chiffre d'affaires moyen de plus de 5 millions CHF (refinancement fédéral à 100%) et 2 301 202 CHF pour les frais de fonctionnement (à charge du canton)

Sur la base de l'état d'avancement actuel et des dépenses à venir (7 dossiers encore en attente), le **total estimé s'élève donc à 99 230 286 CHF**.

Tableau 2: Cas de rigueur – vue synthétique des dépenses effectives et estimation finale

	Dépenses effectives (31.01.2022)	Estimation finale
OMECCR		
Procédure ordinaire	39 440 175	39 900 000
Procédure allégée	41 966 081	41 966 081
Frais de fonctionnement	2 301 202	2 301 202
OPCR-Gastro	6 352 000	6 352 000
OMAF	8 711 000	8 711 000
Total	98 770 458	99 230 286

2.3. Charge financière nette pour l'Etat de Fribourg

Pour rappel:

- > Les aides aux petites et moyennes entreprises (chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 millions de CHF) sont financées à 30% par le canton, respectivement 70% par la Confédération;

- > Les aides aux grandes entreprises (chiffres d'affaires supérieur à 5 millions de CHF) sont financées à 100% par la Confédération;
- > Les frais de fonctionnement sont entièrement à la charge du canton;

Les aides versées au titre de soutien aux loyers pour la deuxième vague (OMAF Covid-19) et de soutien aux établissements publics pour la deuxième vague (OPCR-Gastro) peuvent être reportées auprès de la Confédération pour autant que les bénéficiaires remplissent les conditions d'octroi aux cas de rigueur (donc uniquement pour ces bénéficiaires ayant ensuite déposé une demande selon l'ordonnance OMECCR), ce qui est le cas d'une majorité d'entre eux. Les estimations ci-après sont basées sur le reporting au 31 janvier 2022, mais seul le reporting final permettra de déterminer le montant final à charge du canton pour ces aides.

La charge de 99,230 millions de CHF devrait être répartie de la manière suivante:

- > **71,725 millions de CHF** à charge de la **Confédération** (100% des cas > 5 mio et 70% des cas < 5 mio, y.c. part OMAF/OPCR-Gastro selon reporting actuel)
- > **27,505 millions de CHF** à charge du **canton** (30% des cas < 5 mio, y.c. part OMAF/OPCR-Gastro selon reporting actuel + frais de traitement).

Ces estimations n'incluent pas à ce stade l'utilisation de la réserve du Conseil fédéral ni les autres aides reportables.

Tableau 3: Cas de rigueur: estimation de la répartition des montants, en KCHF

	A charge du canton	A charge de la Confédération	Total
OMECCR	20 691	63 473	84 167
Procédure ordinaire	8 160	31 740	39 900
Procédure allégée	10 231	31 733	41 966
Frais de fonctionnement	2 301	0	2 301
OPCR	2 379	3 973	6 352
OMAF	4 435	4 296	8 711
Total	27 505	71 725	99 230

2.4. Utilisation de la réserve du Conseil fédéral et refinancement des autres aides

Le canton de Fribourg a mis en œuvre, dès le printemps 2020, de nombreuses mesures de soutien pour contrer les effets du premier confinement. Comme décrit plus haut au point 1.1., il a également mis en place, à l'automne 2020, toute une série de mesures destinées à couvrir une partie des charges des entreprises impactées par les nouvelles fermetures imposées, ceci avant même que la Confédération n'édicte les premières

règles liées aux cas de rigueur. Aussi, des démarches auprès de la Confédération ont été entreprises afin que ces aides puissent être en partie refinancées par la Confédération, pour autant que les bénéficiaires respectent les conditions d'éligibilité fédérales aux aides pour les cas de rigueur.

Ainsi, la réserve du Conseil fédéral devrait couvrir intégralement les aides aux baux commerciaux et le soutien au tourisme alloués lors de la première vague au printemps 2020 aux entreprises considérées comme cas de rigueur, pour autant qu'elles ne restituent pas l'aide perçue au titre de cas de rigueur afin de se délier des restrictions d'utilisation. Également couverts par la réserve du Conseil fédéral sont les éventuels dépassements des plafonds fédéraux en application de l'art. 16a OMECR (exception pour les cas d'importance cantonale) ou si la somme de toutes les aides entrant dans le calcul de l'aide aux cas de rigueur dépasse ces plafonds. En effet, pour les entreprises considérées comme cas de rigueur,

les aides versées au titre de compléments pour les dirigeants et pour les employés sont également facturables dans la mesure où elles sont prises en considération dans le calcul de l'aide en procédure ordinaire et constituent également une couverture des charges.

Les montants reportés sur la **réserve** du Conseil fédéral représentent, au 31 janvier 2022, **3 600 695 CHF**. Il subsiste donc un solde de 5 059 305 CHF sur la première tranche de la réserve à disposition du canton.

Il existe un décalage temporel entre les décaissements et le reporting des aides auprès de la Confédération, le reporting étant exigé une fois par mois en 2021, puis une fois par trimestre en 2022.

Le **total des aides reportées** s'élève au 31 janvier 2022 à **94 248 852 CHF**.

Tableau 4: Récapitulation des autres aides reportables au titre des cas de rigueur, en KCHF

Mesure	Montant décaissé	Refinancement fédéral estimé
Soutien aux baux commerciaux, première vague (OMEB Covid-19)	4 882	1 759
Soutien au tourisme (MET Covid-19)	3 996	1 386
Compléments pour les dirigeants (LMEI)	3 572	584
Complément RHT (OMAE Covid-19)	1 019	505
Total, en KCHF	13 466	4 234

2.5. Répartition des aides selon les secteurs d'activité

Le reporting permet d'estimer la répartition des aides par secteur d'activité en fonction la classification NOGA (code

à deux chiffres). Le tableau suivant offre une comparaison entre la moyenne suisse, selon les chiffres disponibles sur easygov.ch, et le canton (état au 21 décembre 2021), hors utilisation de la réserve du Conseil fédéral.

Tableau 5: Principaux bénéficiaires des aides reportées

en% du volume des contributions à fonds perdus	CH	FR
Restauration	32,5%	47,5%
Hébergement	17,4%	9,2%
Agences de voyages, voyagistes et activités connexes	7,3%	8,8%
Commerce de détail	9,3%	5,4%
Activités sportives, récréatives et de loisirs	4,5%	7,9%
Transports terrestre et transport par conduite	3,3%	1,6%
Commerce de gros	3%	2,5%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	2,4%	0,3%
Industrie alimentaire	1,8%	1,4%
Enseignement (dont activités sportives)	1,4%	1,2%
Autres services personnels (dont bains, SPA)	1,2%	1,6%

3. Prolongation des aides pour les cas de rigueur 12.2021–06.2022

3.1. Modalités des aides prévues selon cadre légal fédéral

Lors de la session d'hiver 2021, les Chambres fédérales ont décidé de **prolonger les aides pour les cas de rigueur en 2022**. Pour y donner suite, le Conseil fédéral adopte le 2 février 2022 **une nouvelle ordonnance cas de rigueur 2022 (OMCR 22)**, qui entrera en force le 8 février 2022. Celle-ci prévoit la **couverture d'une partie des charges non couvertes ayant un impact direct sur les liquidités**, pour les mois de janvier à juin 2022 au plus tard, et reprend les critères d'éligibilité de l'ordonnance fédérale précédente (OMCR 20). Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions de CHF, donc entièrement à charge de la Confédération, doivent présenter une autodéclaration contraignante attestant que toutes les mesures d'autofinancement raisonnablement exigibles ont été prises à compter du 1^{er} janvier 2021, en particulier celles qui garantissent la protection des liquidités et de la base de capital.

L'aide pour janvier à juin est plafonnée à 9% du chiffre d'affaires moyen de référence. Ce plafond pourra être relevé pour les grandes entreprises si elles peuvent justifier, sur le premier semestre 2022, un recul de chiffre d'affaires de plus de 30% en comparaison au premier semestre moyen des années 2018/2019 ou une injection de capital propre.

Malgré les souhaits exprimés par de nombreux cantons de prévoir la rétroactivité de l'aide, de manière à pouvoir couvrir de manière uniforme la cinquième vague, **le Conseil fédéral limite la couverture de l'aide au premier semestre 2022**. En effet, l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur précédente permet déjà de refinancer les aides cantonales, selon les modalités propres mises en place par les cantons et pour autant qu'elles respectent les critères fédéraux précédents, également pour la deuxième partie de l'année 2021. Pour les entreprises ayant déjà atteint le plafond de l'aide en 2021, l'utilisation de la réserve du Conseil fédéral reste possible, moyennant un avenant au contrat avec le SECO.

3.2. Estimation du cercle des bénéficiaires

Le Conseil d'Etat a d'ores et déjà validé le principe d'une **prolongation de l'aide à compter de décembre 2021**. Pour faciliter et accélérer les procédures, l'aide pour décembre 2021 sera intégrée dans une modification de l'ordonnance OMECR Covid-19. S'il y a lieu de prévoir également une prolongation de l'aide pour 2022, en fonction de l'évolution de la situation sur le plan sanitaire, les modalités de l'aide seront alors reprises de l'ordonnance fédérale et feront l'objet d'une nouvelle ordonnance cantonale.

Compte tenu des aides déjà allouées jusqu'à présent, les entreprises déjà considérées comme cas de rigueur en 2021 et pouvant encore faire état d'importants coûts non couverts devraient être essentiellement des entreprises du domaine de la **restauration, de l'hébergement, du sport et des loisirs**, et, dans une moindre mesure, du domaine des **voyagistes et du transport de personnes**.

Selon une estimation basée sur les chiffres 2021, le **nombre de cas ne devrait pas dépasser 700**.

3.3. Estimation de la charge financière pour l'Etat de Fribourg

La Confédération estime à 1.1 milliard de CHF les montants nécessaires à la prolongation des mesures, hors frais de traitement. Pour le canton de Fribourg, qui représente environ 2% du total de l'aide à fonds perdus allouée jusqu'à présent, et compte tenu de la forte représentativité de la restauration dans le total de l'aide, **le montant total nécessaire ne devrait pas dépasser 25 millions de CHF, part fédérale et cantonale comprise**, auxquels devraient s'ajouter les **frais de traitement, de 2,3% en moyenne**. Ceux-ci dépendront du degré de complexité de l'examen des demandes. A ce stade, la soustraction avec des fiduciaires n'est pas exclue. Ces estimations tablent sur une amélioration de la situation épidémiologique et sur une levée rapide des restrictions sanitaires.

Aussi, la charge financière nette pour le canton ne devrait pas excéder 8,075 millions de francs soit 30% (part cantonale) + 2,3% (frais de traitement) de 25 millions CHF. En prenant en compte une marge d'erreur d'environ 10%, **un crédit d'engagement de 9 millions de CHF est ainsi demandé pour faire face aux dépenses cas de rigueur liées à la cinquième vague**.

4. Prolongation du parapluie de protection 05.–12.2022

4.1. Cadre légal fédéral

Lors de la session d'hiver 2021, les Chambres fédérales ont décidé de **prolonger le «parapluie de protection» pour les grandes manifestations jusqu'à la fin de l'année 2022**. Pour y donner suite, le Conseil fédéral adoptera en avril 2022 **une nouvelle ordonnance** afin d'offrir une garantie pour les manifestations à compter du 1^{er} mai 2022, selon des modalités adaptées au contexte évolutif. Celles-ci devraient régler en particulier les conséquences de la règle «2G» sur le parapluie de protection. Le dispositif cantonal sera également adapté. Dans l'intervalle, et sous réserve de l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance fédérale, les demandes de garanties peuvent déjà être déposées.

4.2. Estimation des engagements pour l'Etat de Fribourg

Pour le canton de Fribourg, les manifestations pour lesquelles une demande de garantie pourrait encore être déposée sous l'ordonnance en vigueur et sous la nouvelle ordonnance concernent essentiellement les manifestations prévues à Espace Gruyère (dont Energissima, du 28 avril au 1^{er} mai 2022; Aqua Pro, du 8 au 10 juin 2022, Goûts et Terroirs, du 30 novembre au 4 décembre 2022), ainsi qu'à Forum Fribourg (dont Swiss Cyber Security Days, du 6 au 7 avril 2022; La Night le 30 avril 2022; Fribourg Tattoo Convention, du 6 au 8 mai 2022; Badaboom Festival, du 7 au 8 octobre 2022; Retrotechnica, du 22 au 23 octobre 2022; Celebration One le 5 novembre 2022, Salon du mieux-vivre du 11 au 13 novembre 2022; la Brocante de Fribourg, du 19 au 20 novembre 2022), ainsi que le Swiss Fondue Festival (du 17 au 20 novembre 2022).

Pour les événements susceptibles d'obtenir ce soutien, la garantie ne devrait pas excéder 500 000 CHF par événement, dès lors, l'engagement financier nécessaire au canton pour une éventuelle activation de la garantie financière (à part égale avec la Confédération) ne devrait pas excéder **6 millions de CHF, dont la moitié (3 millions CHF) à charge du canton.**

5. Conclusions

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'accepter le présent message, par conséquent de:

- > autoriser **une dépense brute de 25 millions de CHF** pour l'indemnisation des **cas de rigueur** liés à la cinquième vague de l'épidémie de COVID-19 sur la base des participations fédérales attendues selon les ordonnances fédérales en vigueur, respectivement l'octroi **de garanties financières jusqu'à un montant de 6 millions** pour le prolongement sur 2022 du **parapluie de protection.**
- > ouvrir un **crédit d'engagement de 12 millions de CHF**, qui sera utilisé à raison de:
- > 9 millions CHF pour la contribution cantonale aux aides à fonds perdus en faveur des cas de rigueur mentionnées ci-dessus;
- > 3 millions CHF pour la contribution cantonale à l'octroi de garanties financières liées au parapluie de protection mentionnées ci-dessus.



Botschaft 2022-DEE-9

15. Februar 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm)

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm) gestützt auf Artikel 6 des Gesetzes vom 14. Oktober 2020 zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie.

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Die bisherige Unterstützung im Rückblick	9
1.1. Hintergrund	9
1.2. Beiträge an die Mietzinsen, für die Gastronomie und für Härtefälle	10
1.3. Einführung eines «erleichterten Verfahrens» und Zusammenzug der bestehenden Massnahmen	11
1.4. Schutzschirm für grosse Publikumsanlässe	12
<hr/>	
2. Stand der Härtefallhilfen für den Zeitraum 04.2020–06.2021	12
2.1. Eingereichte Gesuche	12
2.2. Ausgezahlte Beträge und Schätzung der verbleibenden Beträge	13
2.3. Nettofinanzaufwand des Staats Freiburg	13
2.4. Bundesratsreserve und Refinanzierung anderer Beiträge	14
2.5. Beiträge nach Wirtschaftszweig	14
<hr/>	
3. Verlängerung der Härtefallhilfe 12.2021–06.2022	15
3.1. Modalitäten der Härtefallhilfe nach Bundesrecht	15
3.2. Schätzung des Empfängerkreises	15
3.3. Schätzung des Finanzaufwands für den Staat Freiburg	15
<hr/>	
4. Verlängerung des Schutzschirms 05.2022–12.2022	16
4.1. Gesetzlicher Rahmen des Bundes	16
4.2. Schätzung der finanziellen Verpflichtungen des Staats Freiburg	16
<hr/>	
5. Schluss	16

1. Die bisherige Unterstützung im Rückblick

1.1. Hintergrund

Im Rahmen der Arbeiten am Vorentwurf des Covid-19-Solidarbürgschaftsgesetzes erteilte der Bundesrat **im Sommer 2020** den Bundesämtern (SECO, BAK und BLW) den Auftrag, den Kreis der Härtefälle festzulegen, die bestimmte Kriterien¹ erfüllen und die Ausarbeitung eines Bundesgesetzes

für Härtefälle rechtfertigen würden. Zu diesem Zeitpunkt waren Publikumsanlässe mit über 1000 Personen verboten. Dies hatte zur Folge, dass mehrere in der zweiten Jahreshälfte geplante Veranstaltungen abgesagt wurden, da die Veranstalter nicht bereit waren, die Kosten ohne finanzielle Absicherung zu tragen. Auch der Geschäfts- und Freizeittourismus litt unter der landesweit gesunkenen Nachfrage. Die Umfrage bei den Kantonen ergab ein sehr heterogenes Bild, so dass der Bundesrat an seiner Sitzung vom 26. August 2020 beschloss, nichts auf Bundesebene zu unternehmen.

An der Herbstsession 2020 schufen die eidgenössischen Räte mit Artikel 12 des Covid-19-Gesetzes die Grundlage für die Beteiligung des Bundes an kantonalen Unterstützungsmass-

¹ Zu erfüllende Kriterien: nicht voll von den bestehenden Massnahmen des Bundesrats profitieren können, seinen Beruf nicht ausüben dürfen, nicht schon vorher finanzielle Schwierigkeiten gehabt haben, eine besonders unausgeglichene Kostenstruktur aufweisen, einen Grossteil des Umsatzes zwischen März und Juni erzielen, die Tätigkeit nicht schnell wieder hochfahren können, von nationaler Bedeutung sein.

nahmen für Härtefälle. Der Artikel ermöglicht es dem Bund, auf Antrag eines oder mehrerer Kantone die Unternehmen, die aufgrund der Natur ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit von den Folgen von Covid-19 besonders betroffen sind, insbesondere Unternehmen in der Wertschöpfungskette der Eventbranche, Schausteller, Dienstleister der Reisebranche sowie touristische Betriebe, in Härtefällen finanziell zu unterstützen, sofern sich die Kantone zur Hälfte an der Finanzierung beteiligen.

Gemäss dem Covid-19-Gesetz, das am 25. September 2020 in Kraft getreten ist, liegt ein Härtefall vor, wenn der Jahresumsatz unter 60 Prozent des mehrjährigen Durchschnitts liegt. Es schreibt vor, dass die gesamte Vermögens- und Kapital-situation zu berücksichtigen ist, dass das Unternehmen vor Ausbruch der Covid-19-Pandemie profitabel oder überlebensfähig war und es nicht bereits andere finanzielle Unterstützungen des Bundes erhalten hat. Davon ausgenommen sind die Kurzarbeitsentschädigung, die Erwerbsausfallentschädigung und der gestützt auf die COVID-19-Solidarbürgschaftsverordnung vom 25. März 2020 gewährte Kredit. Das Gesetz ermöglicht es, A-fonds-perdu-Beiträge an die betroffenen Unternehmen auszurichten.

Daraufhin wurde eine **Arbeitsgruppe** aufgestellt, an der die Volkswirtschaftsdirektion beteiligt ist und die sich aus einer Delegation der Konferenz der kantonalen Volkswirtschaftsdirektoren und der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren (FR, VS, BS, GE, SG, ZG, ZH) sowie aus Vertreterinnen und Vertretern der Bundesämter (SECO und eidgenössische Finanzverwaltung) zusammensetzt. Diese Arbeitsgruppe hatte die Aufgabe, im Hinblick auf die Vorlage einer Bundesverordnung die Voraussetzungen zu regeln, unter denen sich der Bund an den kantonalen Massnahmen beteiligt.

Auf kantonaler Ebene reagierte der Freiburger Staatsrat am 17. Juli 2020 auf die Verschlechterung der Gesundheitslage, indem er die Teilnehmerzahl von Veranstaltungen auf höchstens 300 Personen beschränkte. Unter dem Druck der Eventbranche und der Diskotheken, aber auch bestimmter Branchen mit nur schleppendem Wiederaufschwung (Gastronomie, Reisebranche, Personenbeförderung usw.) wurde erstmals der Unterstützungsbedarf der Unternehmen beurteilt, die am stärksten von der Covid-19-Pandemie betroffen waren. Eine **kantonale Task Force**, die sich aus Vertreterinnen und Vertretern von vier Direktionen (VWD, FIND, EKSD und ILFD) zusammensetzte, wurde eingerichtet, um die ersten Voraussetzungen zu bestimmen, unter denen eine Unterstützung gewährt werden kann.

In seiner Botschaft vom 1. September 2020 zum **Gesetzesentwurf zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats zur Bewältigung der COVID-19-Epidemie** gab der Staatsrat an, dass er «einen bestimmten Betrag für eine rasche und angemessene Unterstützung in möglichen «Härtefällen» zur Verfügung halten» möchte. «Unter

«Härtefällen» versteht er im Wesentlichen Unternehmen, die aufgrund ihrer Charakteristika von den bisherigen eidgenössischen und kantonalen Hilfsmassnahmen nicht oder nur beschränkt profitieren konnten. Ebenfalls in Frage kommen Unternehmen, die durch die Verlängerung oder Verstärkung gewisser Schutzmassnahmen benachteiligt sein könnten, so etwa beispielsweise im Bereich Eventveranstaltungen.»

Im Rahmen des Dekrets vom 13. Oktober 2020 zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus im Kanton Freiburg stellte der Grosse Rat auf Vorschlag seiner Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zusätzlich zu den Massnahmen zur Unterstützung von touristischen Veranstaltungen und des lokalen Handels einen Betrag von **3 Millionen Franken für Bars, Diskotheken und Restaurants** zur Verfügung.

Am 14. Oktober 2020 erteilte der Grosse Rat dem Staatsrat in **Artikel 6 des Gesetzes zur Genehmigung der Sofortmassnahmen** die Erlaubnis, **zusätzliche Massnahmen für Härtefälle** zu beschliessen, falls nach Aufhebung der Sofortmassnahmen nicht alle dafür bereitgestellten Mittel aufgebraucht sind. Er legte zudem auf Vorschlag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission fest, dass die Gesamtkosten dieser Massnahmen **15 Millionen Franken** nicht überschreiten dürfen.

1.2. Beiträge an die Mietzinsen, für die Gastronomie und für Härtefälle

Als sich die Gesundheitslage weiter verschlechterte, erklärte der Staatsrat gestützt auf Artikel 117 der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) am **30. Oktober 2020 die ausserordentliche Lage**. In der Folge ordnete er die **Schliessung** von öffentlichen Gaststätten wie Cafés, Restaurants, Bars und Diskotheken sowie von Vergnügungs- und Freizeiteinrichtungen wie Theater, Museen, Bowlingzentren und Kinos, aber auch von Clubs und Wellnessanlagen wie Hallenbäder, Thermalbäder, Fitness-Studios und Wellnesszentren an. Der Bundesrat seinerseits verbot ab dem 29. Oktober 2020 **öffentliche Veranstaltungen mit mehr als 50 Teilnehmenden**.

Gleichzeitig beschloss der Staatsrat gestützt auf Artikel 117 KV **zwei nichtrückzahlbare Sofortmassnahmen**. Eine diente dazu, **den Miet- oder Pachtzins oder den Hypothekarzins von Einrichtungen, deren Schliessung angeordnet wurde**, für die Dauer der Schliessung zu übernehmen. Die andere Massnahme war sozialer Art und richtete sich an die Mitarbeitenden, denn sie kompensierte die Hälfte der 20 Lohnprozente, die nicht von der Kurzarbeitsentschädigung (KAE) abgedeckt werden. Die Kosten der Massnahmen wurden zu diesem Zeitpunkt auf 8 Millionen Franken geschätzt. Die

beiden entsprechenden Verordnungen BMSV-Covid-19 und BMAV-Covid-19¹ traten am 16. November 2020 in Kraft.

Am 16. November 2020 verabschiedete der Staatsrat zudem **die kantonale Härtefallverordnung WMHV-Covid-19** in Anwendung von Artikel 6 des Genehmigungsgesetzes. Die Bundesverordnung war zu diesem Zeitpunkt zwar noch nicht promulgiert, aber die kantonale Verordnung entsprach bereits den Anforderungen von Artikel 12 des Covid-19-Gesetzes, was die Mitfinanzierung der Härtefallhilfen durch den Bund garantierte. Die Verordnung beinhaltete die **Übernahme eines Teils der Fixkosten im Verhältnis zum Umsatzrückgang auf Quartalsbasis** ab dem 2. Quartal 2020. Die Gesuche konnten sofort gestellt werden. Die Dossiers wurden von Treuhandbüros bearbeitet. Um ausserdem die Gastronomie-Branche mit den benötigten flüssigen Mitteln zu versorgen, verabschiedete der Staatsrat ursprünglich in Ausführung des Wiederankurbelungsplans am 24. November 2020 eine Massnahme zugunsten von Bars, Diskotheken und Restaurants in Form eines Beitrags von 9% des gegenüber 2019 eingebüssteten monatlichen Umsatzes (KWPV-Gastro-Covid-19). Die Gesuche konnten ab Anfang Januar 2021 eingereicht werden.

Auf Bundesebene verabschiedete der Bundesrat am 25. November 2020 die Covid-19-Härtefallverordnung. Am 18. Dezember 2020 änderte er die Verordnung und setzte damit die Änderungen am Covid-19-Gesetz um, die das Bundesparlament beschlossen hatte (Umsatz von mindestens 50 000 Franken; Erlaubnis zur Gewährung verschiedener Arten von Beiträgen für Unternehmen mit klar abgegrenzten Tätigkeitsbereichen; Pflicht zur Berücksichtigung der Fixkosten, Verbot der Ausschüttung von Dividenden, Abschluss einer Vereinbarung mit dem SECO). Er erteilte dem Eidgenössischen Finanzdepartement den Auftrag, im Rahmen der Arbeitsgruppe zu prüfen, ob angesichts der Schliessungen, die in einzelnen Kantonen angeordnet wurden, die Anspruchsvoraussetzungen gelockert werden müssen.

Am 22. Dezember 2020 ordnete der Bundesrat die **Schliessung der Restaurants sowie der Kultur-, Sport- und Freizeitbetriebe** an. Erleichterungen waren in einzelnen Kantonen mit günstiger epidemiologischer Entwicklung möglich. In Freiburg mussten die öffentlichen Gaststätten, die am 10. Dezember wieder öffnen konnten, und die Sport- und Freizeiteinrichtungen, die am 18. Dezember wieder aufgingen, **ab dem 26. Dezember 2020 erneut schliessen**. Deshalb verlängerte der Staatsrat den in der BMSV und der KWPV-Gastro vorgesehenen **Unterstützungszeitraum**.

Am 13. Januar 2021 verlängerte der Bundesrat die im Dezember angeordneten Massnahmen und **schloss zusätzlich**

die Läden für Güter des nicht-täglichen Bedarfs für fünf Wochen ab dem **18. Januar 2021**. Gleichzeitig lockerte er die Anspruchsvoraussetzungen für die Härtefallhilfe. Insbesondere galten Unternehmen, die ab dem 1. November 2020 **während mindestens 40 Tagen behördlich geschlossen waren**, ohne Nachweis eines Umsatzrückgangs als Härtefall. Die anderen Unternehmen konnten den im Jahr 2021 verzeichneten Umsatzrückgang bei der Berechnung des Umsatzrückgangs geltend machen.

1.3. Einführung eines «erleichterten Verfahrens» und Zusammenzug der bestehenden Massnahmen

Die kantonale Härtefallverordnung WMHV-Covid-19 wurde bei jeder Änderung des Bundesrechts angepasst. Sie wurde am 12. Februar 2021 geändert und unterscheidet seither zwischen einem «**ordentlichen Verfahren**» für Unternehmen, die einen Umsatzrückgang von mindestens 40% gemäss den oben erwähnten Kriterien aufweisen, und einem «**erleichterten Verfahren**» für Unternehmen, die auf behördliche Anordnung 40 Tage geschlossen waren. Letztere erhalten eine Härtefallhilfe für die Dauer der Schliessung in Form eines Mietzinsbeitrags und einer Pauschalentschädigung für den Umsatzrückgang, deren Prozentsatz von der Branche abhängt (20% für die Gastronomie, 15% für Sport und Freizeit, 7,5% für den Detailhandel², 10% für die anderen Branchen). Gesuche im erleichterten Verfahren konnten ab dem 15. Februar 2021 gestellt werden. Eine erste, am Mietzins bemessene Anzahlung an die Härtefallhilfe konnte sofort ausgeschüttet werden. Um eine Überentschädigung zu vermeiden, sieht die Bundesverordnung vor, dass der Beitrag höchstens 20% des durchschnittlichen Jahresumsatzes gemäss Bundesrecht betragen darf und zudem den im Beitragszeitraum nachgewiesenen finanziellen Verlust nicht übersteigen darf (Art. 15 Abs. 1b WMHV). **Die Mittel, die über die Mietzinsbeiträge (BMSV) und die Beiträge an die Gastronomie (KWPV-Gastro) ausgezahlt wurden**, galten neu als **Anzahlungen** an die Härtefallhilfe und flossen in die Berechnung der gesamten Hilfe ein. Die beiden entsprechenden Verordnungen wurden somit auf den 1. Februar 2021 **aufgehoben**.

Am 17. Februar 2021 stockte der Bundesrat das Härtefallprogramm auf 10 Milliarden Franken auf und legte fest, dass er einen Finanzierungsanteil von 70% an die Härtefallmassnahmen für Unternehmen mit einem Umsatz bis 5 Millionen Franken und 100% an alle anderen Massnahmen leistet, zu denen er Berechnungs- und Rückerstattungsregeln aufstellen wollte. Im März 2021 beschloss das Bundesparlament, die Härtefallhilfe auf Unternehmen auszuweiten, die zwischen dem 1. März und dem 1. Oktober 2020 gegründet wurden.

¹ Die BMAV-Covid-19 wurde rückwirkend auf den 1. Dezember 2021 aufgehoben, nachdem der Bundesrat am 18. Dezember 2021 neue Massnahmen im Bereich der Kurzarbeit getroffen hat.

² Wurde später auf 10% angehoben.

Die Beiträge im **erleichterten Verfahren decken den Zeitraum der Schliessung**. Die Einschränkungen wurden schrittweise und für jede Branche einzeln aufgehoben: ab dem 1. März 2021 für die Läden, ab dem 19. April 2021 für Sport- und Freizeiteinrichtungen, ab dem 31. Mai 2021 für die Restaurants und Wellnessseinrichtungen und ab dem 26. Juni 2021 für die Diskotheken. Die Beiträge im **ordentlichen Verfahren** wurden auf maximal fünf Quartale verlängert (**1. April 2020 bis 30. Juni 2021**). Es gab die Möglichkeit, vom erleichterten Verfahren ins ordentliche Verfahren zu wechseln, falls das Unternehmen immer noch erhebliche ungedeckte Fixkosten aufwies.

Am 18. Juni 2021 erhöhte der Bundesrat für Unternehmen mit einem Umsatzrückgang von über 70% die Obergrenze für Härtefallhilfen auf 30% des Jahresumsatzes. Ausserdem verteilte er eine erste Tranche von 300 Millionen Franken aus der **Bundesratsreserve** von einer Milliarde Franken an die Kantone. Diese können damit Unternehmen von kantonaler Bedeutung unterstützen, die bereits die Obergrenze erreicht haben, sowie weitere kantonale Massnahmen refinanzieren, die sie vor Inkrafttreten des COVID-19-Gesetzes am 25. September getroffen haben. Eine zweite Tranche von 200 Millionen Franken steht den Kantonen seit dem 1. Dezember 2021 zur Verfügung.

Mit dem SECO wurde eine Vereinbarung getroffen, die die Verwendung der Reserve regelt. Diese erlaubt es dem Kanton Freiburg, seinen Anteil (2,88%) für die Ausnahmefälle gemäss Artikel 16a WMHV-Covid-19 oder für die **Refinanzierung der kantonalen Beiträge vom Frühjahr 2020** (Mietzinsbeiträge nach BMSV-Covid-19 und Unterstützung des Tourismus nach WMT-COVID-19) zu verwenden. Dies gilt allerdings nur für die Beiträge an Unternehmen, die die Härtefallkriterien des Bundes erfüllen.

Da die Beiträge nach KWPV-Gastro in die Härtefallmassnahme eingeflossen sind und somit der Bund einen Beitrag daran leistet, hat der Staatsrat **im Oktober 2021 einen Betrag von 3 Millionen Franken** für eine neue Wiederankurbelungsmassnahme für Restaurants, Bars und Diskotheken zur Verfügung gestellt. Die Massnahme wurde in Form der Aktion **restÖbistro** umgesetzt, die seit dem 22. Oktober 2021 über die Plattform Kariyon läuft.

1.4. Schutzschirm für grosse Publikumsanlässe

Am 19. März 2021 ergänzte das Bundesparlament das Covid-19-Gesetz um **Artikel 11a**, der Massnahmen im Bereich der Publikumsanlässe vorsieht. Dieser Artikel erlaubt es dem Bund, sich im Rahmen eines Schutzschirms zugunsten des Veranstaltungssektors an den nicht gedeckten Kosten von Unternehmen zu beteiligen, die Publikumsanlässe organisieren.

Die Beschränkung der Teilnehmerzahl an Veranstaltungen wurden schrittweise aufgehoben. Ab dem 26. Juni 2021 waren wieder Veranstaltungen mit mehr als 1000 Teilnehmenden erlaubt, es galt einzig die Zertifikatspflicht.

Bis dahin aber mussten **dem Veranstaltungssektor Perspektiven gegeben** und den Kantonen die Instrumente zur Verfügung gestellt werden, damit sie die entsprechenden Bewilligungen ausstellen konnten. Zu diesem Zweck wurde **am 26. Mai 2021 die Bundesverordnung** über Massnahmen für Publikumsanlässe von überkantonaler Bedeutung im Zusammenhang mit der Covid-19-Epidemie in Kraft gesetzt.

Gleichen Tags verabschiedete der Staatsrat gestützt auf **Art. 117 KV eine kantonale Verordnung** (MPAV-Covid-19) in Anwendung des Bundesrechts. Diese sieht unter bestimmten Voraussetzungen, die durch Bundesrecht geregelt sind, eine Verlustgarantie vor für den Fall, dass eine Veranstaltung abgesagt werden muss.

Für eine allfällige Entschädigung muss der Veranstalter vom Kanton die Bewilligung für die Organisation der Veranstaltung und die Zusicherung einer Verlustgarantie erhalten. Die Veranstaltung muss **von überkantonaler Bedeutung** sein und die Teilnahme von **mindestens 1000 Personen pro Tag** vorsehen. Im Verlustfall trägt der Veranstalter von den ungedeckten Kosten eine Franchise pro Veranstaltung und vom verbleibenden Betrag einen Selbstbehalt von 10%. Der Bund und der **Kanton übernehmen je die Hälfte der ungedeckten Kosten**. Die Kostenübernahme durch Bund und Kanton beträgt pro Veranstaltung höchstens 5 Millionen Franken.

Die Bundesverordnung deckt Veranstaltungen, die **bis April 2022** stattfinden. Gesuche um Verlustgarantie können bis am 28. Februar 2022 gestellt werden. Bis heute hat der Staatsrat nur eine Verlustgarantie ausgesprochen, für die keine Zahlung nötig war, da die Veranstaltung stattfinden konnte.

2. Stand der Härtefallhilfen für den Zeitraum 04.2020–06.2021

2.1. Eingereichte Gesuche

Im Kanton Freiburg wurden bis am 31. Januar 2022 insgesamt **1500 Gesuche um Härtefallhilfe gestellt, davon wurden 1133 gutgeheissen**. 611 Gesuche¹ wurden im ordentlichen Verfahren gestellt (Umsatzrückgang von über 40%) und 889 im erleichterten Verfahren (behördliche Schliessung von mindestens 40 Tagen). Die folgende Tabelle bietet eine Übersicht über den Stand der Gesuche in den beiden Verfahren.

¹ Unter diesen befinden sich 13 Wiedererwägungsgesuche für einen Wechsel vom erleichterten Verfahren ins ordentliche Verfahren, von denen 12 zu ergänzenden Zahlungen geführt haben.

Tabelle 1: Stand der Härtefallgesuche am 31.01.2022

	Ordentliches Verfahren	Erleichtertes Verfahren	Total
Eingereichte Gesuche	611	889	1500
Bearbeitete Gesuche	604	889	1493
Ausgezählte Beiträge	419	758	1133
Nicht berechtigt oder Beitrag von 0.–	185	131	316
Noch ausstehend	7	0	7

2.2. Ausgezählte Beträge und Schätzung der verbleibenden Beträge

Bis heute wurden

- > 39,440 Millionen Franken in Form von Härtefallhilfen im ordentlichen Verfahren ausgezahlt oder genehmigt (WMHV-Covid-19), zu denen noch Bearbeitungskosten in der Höhe von 1,363 Millionen Franken hinzugerechnet werden müssen;
- > 41,966 Millionen Franken in Form von Härtefallhilfen im erleichterten Verfahren ausgezahlt (WMHV-Covid-19), wobei noch Bearbeitungskosten in der Höhe von 938 000 Franken hinzukommen;
- > 8,711 Millionen Franken in Form von Mietzinsbeiträgen während der zweiten Welle ausgezahlt (BMSV-Covid-19);
- > 6,352 Millionen Franken in Form von Beiträgen an Gaststätten während der zweiten Welle ausgezahlt (KWPV-Gastro-Covid-19).

Der Gesamtbetrag der Härtefallhilfen beläuft sich folglich auf 98 770 458 Franken. Von diesem Betrag gingen 20 562 481 Franken an Unternehmen mit einem durchschnittlichen Umsatz von über 5 Millionen Franken (Refinanzierung durch den Bund zu 100%) und 2 301 202 Franken wurden für die Bearbeitungskosten ausgegeben (zulasten des Kantons).

Angesichts des aktuellen Stands und der künftigen Ausgaben (7 Dossiers noch offen) belaufen sich die **geschätzten Gesamtkosten auf 99 230 286 Franken.**

Tabelle 2: Härtefälle – Übersicht der effektiven Ausgaben und endgültige Schätzung

	Effektive Ausgaben (31.01.2022)	endgültige Schätzung
WMHV		
Ordentliches Verfahren	39 440 175	39 900 000
Erleichtertes Verfahren	41 966 081	41 966 081
Betriebskosten	2 301 202	2 301 202
KWPV-Gastro	6 352 000	6 352 000
BMSV	8 711 000	8 711 000
Total	98 770 458	99 230 286

2.3. Nettofinanzaufwand des Staats Freiburg

Zur Erinnerung:

- > Die Härtefallhilfen für kleine und mittlere Unternehmen (Umsatz bis 5 Millionen Franken) werden zu 30% vom Kanton und zu 70% vom Bund finanziert.
- > Die Härtefallhilfen für Grossunternehmen (Umsatz über 5 Millionen Franken) werden vollständig vom Bund finanziert.
- > Die Bearbeitungskosten gehen vollständig zulasten des Kantons.

Die in der zweiten Welle gewährten Beiträge an die Mietzinsen (BMSV-Covid-19) und die Gaststätten (KWPV-Gastro) werden vom Bund anerkannt, sofern die Empfänger die Bedingungen für Härtefälle erfüllen (das heisst, der Empfänger muss anschliessend ein Gesuch nach WMHV gestellt haben), was in den meisten Fällen zutrifft. Die folgenden Schätzungen basieren auf dem Reporting vom 31. Januar 2022. Der definitive Betrag, den der Kanton zur Finanzierung der Härtefälle tragen muss, kann jedoch erst nach der endgültigen Berichterstattung bestimmt werden.

Die Gesamtkosten von 99,230 Millionen Franken werden voraussichtlich wie folgt aufgeteilt:

- > **71,725 Millionen Franken** zulasten des **Bundes** (100% für Fälle mit > 5 Mio. und 70% für Fälle mit < 5 Mio., einschliesslich seines Anteils an den Beiträgen nach BMSV/ KWPV-Gastro gemäss aktuellem Reporting);
- > **27,505 Millionen Franken** zulasten des **Kantons** (30% für Fälle < 5 Mio. einschliesslich seines Anteils BMSV/ KWPV-Gastro gemäss aktuellem Reporting + Bearbeitungskosten).

Diese Schätzungen beinhalten weder die Nutzung der Bundesratsreserve noch andere übertragbare Finanzhilfen.

Tabelle 3: Härtefälle: geschätzte Kostenaufteilung in Tausend Franken

	Zulasten des Kantons	Zulasten des Bundes	Total
WMHV	20 691	63 473	84 167
Ordentliches Verfahren	8 160	31 740	39 900
Erleichtertes Verfahren	10 231	31 733	41 966
Betriebskosten	2 301	0	2 301
KWPV	2 379	3 973	6 352
BMSV	4 435	4 296	8 711
Total	27 505	71 725	99 230

2.4. Bundesratsreserve und Refinanzierung anderer Beiträge

Der Kanton Freiburg hat ab dem Frühjahr 2020 zahlreiche Unterstützungsmassnahmen umgesetzt, um die Auswirkungen des ersten Teil-Lockdowns abzdämpfen. Wie im Kapitel 1.1 dargelegt, hat er auch im Herbst 2020 eine Reihe von Massnahmen beschlossen, mit denen ein Teil der Kosten der Unternehmen übernommen wurde, die von den erneuten Schliessungen betroffen waren. Dies geschah noch bevor der Bund die ersten Regeln für die Härtefälle aufgestellt hat. Deshalb wurde gegenüber dem Bund darauf hingearbeitet, dass er diese Hilfen mitfinanziert, falls die Empfänger die Voraussetzungen des Bundes erfüllen, um als Härtefälle zu gelten.

Die Bundesratsreserve dient somit dazu, die Beiträge an die Geschäftsmieten und die Unterstützung des Tourismus vollständig zu decken, die den später als Härtefall anerkannten Unternehmen in der ersten Welle gewährt wurden, sofern diese die erhaltenen Beiträge nicht zurückerstatten, um sich von den damit einhergehenden Bedingungen zu entbinden. Die Reserve dient auch zur Finanzierung allfälliger Überschreitungen der Obergrenzen des Bundes in Anwendung von Artikel 16a WMHV (Ausnahme für Fälle von kantonaler Bedeutung) oder falls die Summe aller ausgezahlten Beiträge, die in die Berechnung der Härtefallhilfe einfließen, über dieser Obergrenze liegt. In der Tat können bei Unternehmen, die als Härtefälle gelten, die Ergänzungsbeiträge für Führungskräfte und Angestellte ebenfalls angerechnet werden, soweit sie bei der Berechnung der Härtefallhilfe im ordentlichen Verfahren berücksichtigt wurden und ebenfalls als Kostendeckung gelten.

Die Mittel, die über die **Bundesratsreserve** finanziert wurden, beliefen sich am 31. Januar 2022 auf **3 600 695 CHF**. Somit verbleibt ein Restbetrag von 5 0590 305 CHF von der ersten Tranche aus der Reserve, die dem Kanton zur Verfügung gestellt wurde.

Die Berichterstattung gegenüber dem Bund erfolgt stets mit einem zeitlichen Abstand zur Auszahlung der Beiträge, denn für 2021 wurde ein monatliches und für 2022 ein vierteljährliches Reporting verlangt.

Der **Gesamtbeitrag der gemeldeten Beiträge** belief sich am 31. Januar 2022 auf **94 248 852 CHF**.

Tabelle 4: Übersicht über die als Härtefallhilfen refinanzierbaren anderen Beiträge in Tausend Franken

Massnahme	Ausgezahlter Betrag	geschätzter Refinanzierungsbetrag des Bundes
Beiträge an die Geschäftsmieten, erste Welle (WMMV-Covid-19)	4 882	1 759
Unterstützung des Tourismus (WMT-Covid-19)	3 996	1 386
Ergänzungsbeiträge für Führungskräfte (MUSG)	3 572	584
KAE-Ergänzung (BMAV-COVID-19)	1 019	505
Total in KCHF	13 466	4 234

2.5. Beiträge nach Wirtschaftszweig

Aufgrund der Berichterstattung lässt sich schätzen, wie die Beiträge auf die Wirtschaftszweige (nach zweistelliger NOGA-Klassifikation) verteilt sind. Die folgende Tabelle bietet einen Vergleich zwischen dem Landesdurchschnitt, der den auf easygov.ch verfügbaren Zahlen entnommen wurde, und dem Kanton (Stand am 21. Dezember 2021), unter Ausschluss der Beiträge, die über die Bundesreserve finanziert werden.

Tabelle 5: Wichtigste Empfänger der gemeldeten Beiträge

<i>in % des Volumens an A-fonds-perdu-Beiträgen</i>	CH	FR
Gastronomie	32,5%	47,5%
Beherbergung	17,4%	9,2%
Reisebüros, Reiseveranstalter und Erbringung sonstiger Reservierungsdienstleistungen	7,3%	8,8%
Detailhandel	9,3%	5,4%
Sport, Unterhaltung und Erholung	4,5%	7,9%
Landverkehr und Transport in Rohrfernleitungen	3,3%	1,6%
Grosshandel	3%	2,5%
Erbringung von wirtschaftlichen Dienstleistungen für Unternehmen und Privatpersonen	2,4%	0,3%
Herstellung von Nahrungs- und Futtermitteln	1,8%	1,4%
Erziehung und Unterricht (<i>inkl. Sport</i>)	1,4%	1,2%
Erbringung von sonstigen überwiegend persönlichen Dienstleistungen (<i>darunter Bäder, Wellnessanlagen</i>)	1,2%	1,6%

3. Verlängerung der Härtefallhilfe 12.2021–06.2022

3.1. Modalitäten der Härtefallhilfe nach Bundesrecht

In der Wintersession 2021 hat das Bundesparlament beschlossen, **die Härtefallhilfe bis 2022 zu verlängern**. Daraufhin hat der Bundesrat am 2. Februar 2022 **die neue Härtefallverordnung 2022 (HFMV 22)** verabschiedet, die am 8. Februar 2022 in Kraft getreten ist. Diese sieht Beiträge an die **liquiditätswirksamen ungedeckten Kosten** der Monate Januar bis Juni 2022 vor, wobei die Anspruchsvoraussetzungen der vorhergehenden Bundesverordnung (HFMV 20) beibehalten werden. Unternehmen mit einem Umsatz von über 5 Millionen Franken, deren Härtefallhilfe vollständig vom Bund getragen wird, müssen eine Selbstdeklaration unterzeichnen, mit der sie bestätigen, dass sie seit dem 1. Januar 2021 alle zumutbaren Selbsthilfemassnahmen, insbesondere zum Schutz ihrer Liquiditäts- und Kapitalbasis, ergriffen haben.

Die Härtefallhilfe von Januar bis Juni wird auf 9% des durchschnittlichen Jahresumsatzes begrenzt. Diese Obergrenze kann für ein Grossunternehmen überschritten werden, wenn es belegt, dass sein gesamter Umsatz im ersten Halbjahr 2022 im Vergleich zum durchschnittlichen Umsatz der ersten Halbjahre 2018 und 2019 um mehr als 30 Prozent zurückgegangen ist, oder wenn es Eigenkapital eingebracht hat.

Obwohl sich zahlreiche Kantone für eine Rückwirkung der Härtefallhilfe ausgesprochen haben, damit die fünfte Welle einheitlich gedeckt werden kann, **beschränkt der Bundesrat die Beiträge auf das erste Halbjahr 2022**. In der Tat erlaubt es bereits die vorherige Härtefallverordnung des Bundes, die kantonalen Hilfen nach den jeweiligen Modalitäten der Kantone zu refinanzieren, sofern die Anspruchsvoraussetzungen des Bundes erfüllt sind, die ebenfalls für das zweite Halbjahr 2021 gelten. Für Unternehmen, die bereits im Jahr 2021 die

Höchstgrenze für Härtefallhilfen erreicht haben, kann die Bundesratsreserve genutzt werden. Dafür muss ein Zusatz zur Vereinbarung mit dem SECO abgeschlossen werden.

3.2. Schätzung des Empfängerkreises

Der Staatsrat hat die Verlängerung der Härtefallhilfe ab Dezember 2021 bereits im Grundsatz genehmigt. Um die Verfahren zu vereinfachen und zu beschleunigen, wird für die Härtefallhilfe vom Dezember 2021 die kantonale Härtefallverordnung (WMHV-COVID-19) geändert. Falls es sich aufgrund der Entwicklung der Gesundheitslage als nötig erweisen sollte, die Härtefallhilfe auf 2022 auszudehnen, werden die Modalitäten für die Beiträge aus der Bundesverordnung übernommen und in eine neue kantonale Verordnung aufgenommen.

Mit Blick auf die bereits zugesicherten Beiträge wird damit gerechnet, dass die Unternehmen, die schon 2021 als Härtefall galten und 2022 immer noch bedeutende ungedeckte Kosten aufweisen, grösstenteils in den Bereichen **Gastronomie, Beherbergung, Sport und Freizeit** und in geringerem Ausmass in den Bereichen **Reiseveranstalter und Personenbeförderung** angesiedelt sind.

Gemäss einer Schätzung anhand der Zahlen von 2021 werden höchstens 700 Härtefälle erwartet.

3.3. Schätzung des Finanzaufwands für den Staat Freiburg

Der Bund rechnet damit, dass die Verlängerung der Massnahmen unter Ausschluss der Bearbeitungskosten etwa 1,1 Milliarden Franken kosten wird. Für den Kanton Freiburg, auf den etwa 2% aller bisher zugesicherten A-fonds-perdu-Beiträge entfallen und in dem die Gastronomie einen grossen Teil der gesamten Härtefallhilfe erhält, sollte der

erforderliche Gesamtbetrag zulasten des Bundes und des Kantons nicht mehr als 25 Millionen Franken betragen. Die Bearbeitungskosten von durchschnittlich 2,3% müssen zu diesem Betrag noch hinzugerechnet werden. Diese hängen von der Komplexität der Fälle ab, die geprüft werden müssen. Es kann sein, dass Treuhandbüros damit beauftragt werden. Die Schätzungen basieren auf der Annahme, dass sich die epidemiologische Lage bessert und die Massnahmen zum Schutz der Gesundheit rasch aufgehoben werden.

Bei einem Gesamtaufwand von 25 Millionen Franken und einem Anteil von 30% zulasten des Kantons sowie Bearbeitungskosten in der Höhe von 2,3% sollte sich der Nettoaufwand für den Kanton also auf höchstens 8,075 Millionen Franken belaufen. Unter Berücksichtigung einer Fehlerquote von etwa 10% wird deshalb **ein Verpflichtungskredit von 9 Millionen Franken beantragt, um die Härtefallbeiträge in Verbindung mit der fünften Welle zu finanzieren.**

4. Verlängerung des Schutzschirms 05.2022–12.2022

4.1. Gesetzlicher Rahmen des Bundes

In der Wintersession 2021 hat das Bundesparlament beschlossen, **den «Schutzschirm» für grosse Publikumsanstöße bis Ende 2022 zu verlängern.** In Umsetzung dieses Entscheids wird der Bundesrat im April 2022 **eine neue Verordnung** erlassen, um Veranstaltungen auch ab dem 1. Mai 2022 eine Verlustgarantie anbieten zu können. Die Modalitäten dieser Verordnung richten sich nach den veränderten Rahmenbedingungen. So müssen insbesondere die Auswirkungen der «2G»-Regel auf den Schutzschirm geregelt werden. Die kantonalen Bestimmungen werden ebenfalls angepasst. Unter dem Vorbehalt, dass die neue Bundesverordnung in Kraft tritt, können Garantiesuche in der Zwischenzeit bereits eingereicht werden.

4.2. Schätzung der finanziellen Verpflichtungen des Staats Freiburg

Veranstaltungen, die im Kanton Freiburg ein Gesuch um Garantie nach der bisherigen oder der künftigen Verordnung stellen könnten, sind hauptsächlich Veranstaltungen im Espace Gruyère (unter anderem Energissima vom 28. April bis 1. Mai; Aqua Pro vom 8. bis 10. Juni 2022; Goûts et Terroirs vom 30. November bis 4. Dezember 2022) und im Forum Freiburg (unter anderem Swiss Cyber Security Days vom 6. bis 7. April 2022; La Night vom 30. April 2022; Freiburg Tattoo Convention vom 6. bis 8. Mai 2022; Badaboom Festival vom 7. bis 8. Oktober 2022; Retro-Technica vom 22. bis 23. Oktober 2022; Celebration ONE vom 5. November 2022, Salon du mieux-vivre vom 11. bis 13. November 2022; Brocante Freiburg vom 19. bis 20. November 2022) sowie das Swiss Fondue Festival vom 17. bis 20. November 2022.

Für Veranstaltungen, die von dieser Massnahme profitieren könnten, wird die Garantie pro Event voraussichtlich nicht mehr als 500 000 Franken betragen, so dass für Garantiefälle (die je hälftig vom Kanton und vom Bund getragen werden) höchstens **6 Millionen Franken** vorgesehen werden müssen, wobei die Hälfte (3 Millionen Franken) zulasten des Kantons geht.

5. Schluss

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das vorliegende Dekret anzunehmen und folglich

- > unter Berücksichtigung der erwarteten Bundesbeiträge gemäss den geltenden Bundesverordnungen **eine Bruttoausgabe von 25 Millionen Franken** für Beiträge an Härtefälle in Verbindung mit der fünften Welle der Covid-19-Pandemie beziehungsweise **Verlustgarantien bis zu einem Betrag von 6 Millionen Franken** für die Verlängerung des Schutzschirms auf das Jahr 2022 zu bewilligen;
- > einen **Verpflichtungskredit von 12 Millionen Franken** zu eröffnen, der wie folgt eingesetzt wird:
 - 9 Millionen Franken für den Kantonsbeitrag an die A-fonds-perdu-Beiträge zugunsten der oben erwähnten Härtefälle;
 - 3 Millionen Franken für den Kantonsbeitrag an die Verlustgarantien in Verbindung mit dem oben erwähnten Schutzschirm.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue du financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2022-DEE-9 du Conseil d'Etat du 15 février 2022;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement d'un montant maximal de 12 000 000 de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue d'assurer le financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et le financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection), prévues par le droit fédéral.

Dekret über einen Verpflichtungskredit zur Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DEE-9 des Staatsrats vom 15. Februar 2022;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm) gemäss Bundesrecht wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von höchstens 12 000 000 Franken eröffnet.

² Le crédit d'engagement sera utilisé pour financer:

- a) jusqu'à concurrence de 9 millions de francs, le versement de contributions à fonds perdus allouées en faveur des cas de rigueur;
- b) jusqu'à concurrence de 3 millions de francs, l'octroi de garanties de déficit en faveur de manifestations publiques.

Art. 2

¹ Les paiements seront comptabilisés sous le centre de charges 3505/PECO – Promotion économique du canton de Fribourg.

² Ils seront en principe couverts par prélèvements sur provisions et effectués conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 3

¹ L'Administration des finances est autorisée à avancer la participation de la Confédération pour les mesures précitées.

Art. 4

¹ Les effets du présent décret prennent fin le 31 décembre 2022.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au référendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

² Der Verpflichtungskredit wird verwendet zur Finanzierung von

- a) A-fonds-perdu-Beiträgen für Härtefälle bis zu einem Höchstbetrag von 9 Millionen Franken;
- b) Defizitgarantien für öffentliche Veranstaltungen bis zu einem Höchstbetrag von 3 Millionen Franken.

Art. 2

¹ Die Zahlungen werden unter der Kostenstelle 3505/PECO – Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg verbucht.

² Sie werden grundsätzlich durch Entnahmen aus den Rückstellungen gedeckt und richten sich nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates.

Art. 3

¹ Die Finanzverwaltung ist befugt, den Beitrag des Bundes an die erwähnten Massnahmen vorzuschüssen.

Art. 4

¹ Dieses Dekret gilt bis 31. Dezember 2022.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DEE-9

Projet de décret :
Décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques (parapluie de protection)

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 12 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 9 mars 2022

Anhang

GROSSER RAT

2022-DEE-9

Dekretsentwurf:
Dekret über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe (Schutzschirm)

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 12 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 9. März 2022



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Zamofing Dominique / Galley Nicolas

2021-GC-92

Subventionnement d'un Certificat énergétique cantonal des bâtiments Plus (CECB® Plus)

I. Résumé de la motion

Le Programme Bâtiments, en vigueur depuis 2017 dans le canton de Fribourg, est l'un des principaux outils de soutien financier lors de travaux d'assainissement et de nouvelles constructions exemplaires à disposition des propriétaires et des institutions. Dans ce contexte, l'établissement d'un Certificat énergétique cantonal des bâtiments Plus (CECB® Plus) est nécessaire uniquement lors d'une rénovation importante, si le montant de la subvention est supérieur à 10 000 francs.

C'est d'ailleurs vers une approche d'assainissement globale, donc souvent conséquente, que les propriétaires devraient être orientés pour obtenir la meilleure réponse à la réduction de la consommation d'énergie dans ce domaine et à l'atteinte des objectifs de politique énergétique. Dans le cadre du Programme Bâtiments la réalisation du CECB® Plus intervient tardivement dans le processus, une fois que le propriétaire a déjà fait le pas de prendre des mesures pour son bâtiment.

Le CECB® Plus consiste en une analyse très complète d'un bâtiment sur le plan énergétique avec un rapport de rénovation, et jusqu'à trois variantes conceptuelles. Le rapport contient également des informations relatives aux subventions et fournit les coûts estimatifs d'une rénovation. Grâce à ce document, le propriétaire peut, rapidement et de manière assez précise, visualiser la situation « avant et après » la rénovation. Cet outil facilite aussi la prise de décision et représente clairement le premier pas du propriétaire avant l'entreprise des travaux d'assainissement de qualité pour un bâtiment. Dès lors, cette mesure devrait être encouragée bien en amont d'un processus décisionnel, afin de sensibiliser très tôt les propriétaires sur les opportunités qui se présentent avec l'assainissement de leur bâtiment.

Considérant ce qui précède, les députés Dominique Zamofing et Nicolas Galley demandent que les dispositions légales cantonales en matière d'énergie ainsi que le Programme Bâtiments soient modifiées et complétées afin qu'une subvention soit accordée aux propriétaires de bâtiments construits avant 2010 pour la réalisation d'un CECB® Plus. Plusieurs cantons, notamment Vaud et Berne, ont mis en œuvre une mesure similaire. Finalement, pour être suffisamment attractive, l'aide financière devrait être la suivante :

- > pour une villa individuelle : 1000 francs ;
- > autres catégories : 1500 francs.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rappelle que le Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB®) a été développé et mis sur le marché par la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK), qu'il est un instrument important de la politique énergétique en Suisse, et qu'il est géré actuellement par l'Association CECB®, laquelle est présidée par le Conseiller d'Etat Valaisan Roberto Schmid. Dans le canton de Fribourg, le CECB® a été rendu obligatoire par le biais de la loi sur l'énergie (LEn) pour tout bâtiment changeant de propriétaire, ainsi que pour les nouvelles constructions dans le but de rendre le marché plus transparent.

Le CECB® fait partie de la famille des labels reconnus au niveau national pour la mise en œuvre de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, avec les labels Minergie, SNBS et Site 2000 Watts. Tout comme l'étiquette énergétique des frigos ou des voitures, il permet de situer la qualité énergétique des bâtiments. Il répond aussi à l'art. 45 al.5 de la loi fédérale sur l'énergie (LEne) précisant que les cantons doivent édicter un certificat énergétique des bâtiments.

L'Association CECB® a également développé un instrument permettant aux propriétaires de disposer d'un rapport détaillé sur les améliorations pouvant être apportées au bâtiment, sur les priorités de réalisation et sur les coûts des travaux en vue d'un assainissement énergétique. Il s'agit du CECB® Plus. Comme très bien décrit par les députés Dominique Zamofing et Nicolas Galley, il facilite la prise de décision pour le propriétaire et, dans ce sens, l'encourage à rénover son bien et à participer à l'atteinte des objectifs de politique énergétique. Le CECB® Plus est souvent le déclencheur d'une réflexion visant une rénovation globale, alors que dans la plupart des situations le propriétaire aurait tendance à entreprendre des travaux au coup par coup, sans véritable stratégie. Son coût dépend du marché, et il se situe entre 2000 et 2500 francs pour une maison individuelle.

Il faut aussi relever que le CECB® Plus fait également partie du « catalogue de mesures » du Programme Bâtiments reconnu par la Confédération, en tant que mesure indirecte. Cela signifie que pour 1 franc alloué par le canton pour le subventionnement d'un CECB® Plus, la Confédération octroierait 2 francs à la mesure via les contributions globales, comme cela se pratique déjà pour toutes les mesures du Programme Bâtiments en vigueur dans le canton. Le subventionnement des CECB® Plus s'intégrerait dès lors comme une mesure complémentaire au Programme Bâtiments.

A ce jour, 15 cantons suisses subventionnent la réalisation d'un CECB® Plus, dont Berne, Genève et Vaud. Les montants octroyés correspondent pratiquement dans tous les cas aux montants suggérés par les motionnaires. Par ailleurs, tenant compte de l'expérience de ces cantons, il faudrait s'attendre à ce qu'environ 500 CECB® Plus soient réalisés par année dans le canton, répartis essentiellement à raison de $\frac{2}{3}$ pour des maisons individuelles et de $\frac{1}{3}$ pour des maisons à logements multiples. En termes d'engagement financier, cela représenterait un engagement annuel total de 600 000 francs, dont 200 000 francs à la charge du canton et 400 000 francs rétribués par les contributions globales de la Confédération. La charge pour le canton serait donc relativement limitée et pourrait être couverte par le Fonds cantonal de l'énergie.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat est d'avis que la mise en œuvre d'une telle mesure n'impose pas de modifier la loi sur l'énergie (LEn) car une modification de son règlement d'application pourrait suffire.

Partant, le règlement sur l'énergie (REn) pourrait être adapté comme suit :

Art. 54a (nouveau) Certificat énergétique cantonal des bâtiments Plus (CECB® Plus)

¹ Pour que la mesure soit subventionnable, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le bâtiment doit avoir été au bénéfice d'une autorisation de construire avant l'année 2000;
- b) l'auteur du CECB® Plus doit faire partie de la liste des experts certifiés par l'organisme CECB®. ;
- c) le CECB® Plus doit être réalisé dans les règles de l'art, signé par l'expert certifié et publié sur la base CECB®;
- d) le rapport doit comprendre, en plus de l'état initial, au minimum deux variantes dont l'une présente une rénovation complète du bâtiment ;
- e) l'offre de l'expert certifié doit comprendre 1h minimum de conseils à la restitution du rapport au propriétaire ;
- f) dans le cas de numéros EGID multiples ou dans le cas de bâtiments identiques, la subvention peut être limitée à une seule demande.

² L'aide financière est fixée selon les principes suivants :

- a) 1000 francs pour un habitat individuel
- b) 1500 francs pour toute autre catégorie

³ La mesure est en vigueur au plus tard jusqu'au 31 décembre 2024.

En conclusion, le Conseil d'Etat estime que la mesure proposée par les motionnaires fait du sens et pourrait permettre de stimuler les propriétaires dans le but de les encourager à effectuer des rénovations globales de leurs bâtiments. Toutefois, comme susmentionné, une modification de la loi sur l'énergie n'est pas nécessaire. C'est pourquoi il propose au Grand Conseil de refuser la motion, tout en s'engageant d'inscrire la mesure d'encouragement pour le subventionnement des CECB® Plus dans le règlement sur l'énergie, sur la base de la proposition susmentionnée.

31 janvier 2022



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Zamofing Dominique / Galley Nicolas

2021-GC-92

Subventionierung des Gebäudeenergieausweises der Kantone Plus (GEAK® Plus)

I. Zusammenfassung der Motion

Das Gebäudeprogramm, das seit 2017 im Kanton in Kraft ist, stellt eines der wichtigsten Instrumente zur finanziellen Unterstützung von Sanierungsarbeiten und von vorbildlichen Neubauten dar, die den Hauseigentümerinnen und Hauseigentümern sowie den Institutionen zur Verfügung stehen. In diesem Zusammenhang ist die Erstellung eines Gebäudeenergieausweises der Kantone Plus (GEAK® Plus) nur bei einer grossen Sanierung, wenn der Förderbeitrag über 10 000 Franken beträgt, erforderlich.

Die Eigentümerinnen und Eigentümer sollten angespornt werden, eine oft mit umfassenden Arbeiten verbundene Gesamtanierung vorzunehmen, um den Energieverbrauch des Gebäudes bestmöglich zu senken und so einen grösstmöglichen Beitrag zur Erreichung der energiepolitischen Ziele zu leisten. Im Rahmen des Gebäudeprogramms erfolgt die Erstellung des GEAK® Plus spät im Verlauf des Verfahrens, wenn die Eigentümerin oder der Eigentümer bereits Massnahmen für das Gebäude beschlossen hat.

Der GEAK® Plus besteht in einer umfassenden Prüfung der energetischen Aspekte eines Gebäudes mit einem Beratungsbericht, der bis zu drei Modernisierungs-Varianten enthält. Der Bericht enthält auch Informationen über Förderbeiträge und eine Schätzung der Sanierungskosten. Dank diesem Dokument kann die Eigentümerin oder der Eigentümer rasch und recht präzise die Situation vor und nach einer Sanierung erfassen. Dieses Instrument erleichtert die Entscheidungsfindung und stellt für die Eigentümerinnen und Eigentümer eindeutig den ersten Schritt dar, bevor sie qualitativ gute Sanierungsarbeiten am Gebäude durchführen. Ein Anreiz für diese Massnahme sollte deshalb deutlich vor dem Entscheidungsprozess erfolgen, um die Eigentümerinnen und Eigentümer sehr früh über die Möglichkeiten zu informieren, die eine Sanierung ihres Gebäudes bietet.

Aufgrund dieser Darlegungen verlangen die Grossräte Dominique Zamofing und Nicolas Galley, dass die kantonale Energiegesetzgebung und das Gebäudeprogramm geändert werden und den Eigentümerinnen und Eigentümern von Gebäuden mit Baujahr vor 2010 ein Beitrag an die Erstellung eines GEAK® Plus gewährt wird. Mehrere Kantone, insbesondere die Kantone Waadt und Bern haben eine ähnliche Massnahme bereits eingeführt. Damit die Massnahme genügend attraktiv ist, sollte der Finanzbeitrag folgenden Wert haben:

- > für ein Einfamilienhaus: 1000 Franken;
- > für andere Gebäudekategorien: 1500 Franken.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat ruft in Erinnerung, dass der Gebäudeenergieausweis der Kantone (GEAK®) von der Konferenz Kantonalen Energiedirektoren (EnDK) entwickelt und auf den Markt gebracht wurde. Er ist ein wichtiges Instrument für die Schweizer Energiepolitik und wird zurzeit vom GEAK®-Verein unter dem Vorsitz des Walliser Staatsrats Roberto Schmid verwaltet. Im Kanton Freiburg wurde die Pflicht zur Erstellung eines GEAK® im Energiegesetz (EnGe) für alle Gebäude verankert, die Gegenstand einer Handänderung sind, sowie für alle Neubauten, um den Markt transparenter zu machen.

Der GEAK® gehört zur landesweit anerkannten Label-Familie, zu der auch die Labels Minergie, SNBS und 2000-Watt-Areal gehören. Diese Labels tragen zur Umsetzung der Energiestrategie 2050 des Bundes bei. Genau wie die Energieetikette von Kühlschränken und Autos zeigt der GEAK® die energetische Qualität des Gebäudes an. Er erfüllt auch die Anforderung von Artikel 45 Abs. 5 des Energiegesetzes des Bundes (EnG), der verlangt, dass die Kantone einen Gebäudeenergieausweis aufstellen.

Der GEAK®-Verein hat zudem ein Instrument entwickelt, das es den Eigentümerinnen und Eigentümern ermöglicht, über einen Bericht zu verfügen, der genaue Angaben zu möglichen Verbesserungen am Gebäude enthält, die Arbeiten nach ihrer Priorität einteilt und die Kosten der energetischen Sanierungsarbeiten auflistet. Es handelt sich dabei um den GEAK® Plus. Wie die Grossräte Dominique Zamofing und Nicolas Galley richtig beschreiben, erleichtert er den Hauseigentümerinnen und Hauseigentümern die Entscheidungsfindung und animiert sie dazu, ihr Gebäude zu sanieren und so einen Beitrag an die Umsetzung der energiepolitischen Ziele zu leisten. Der GEAK® Plus bringt die Eigentümerinnen und Eigentümer oft dazu, eine Gesamtanierung ins Auge zu fassen, während sie ohne GEAK® Plus eher dazu tendieren würden, Arbeiten nach und nach ohne eigentliche Strategie durchzuführen. Sein Preis hängt vom Markt ab, er liegt zwischen 2000 und 2500 Franken für ein Einfamilienhaus.

Dem ist anzufügen, dass der GEAK® Plus zum «Massnahmenkatalog» des Gebäudeprogramms gehört und vom Bund als indirekte Massnahme anerkannt wird. Das bedeutet, dass für jeden Franken, den der Kanton als Beitrag an den GEAK® Plus gewährt, der Bund über seine Globalbeiträge zwei Franken an die Massnahme beisteuert, wie dies bereits für alle Massnahmen des Freiburger Gebäudeprogramms der Fall ist. Die Beiträge an den GEAK® Plus könnten sich somit als ergänzende Massnahme in das kantonale Gebäudeprogramm einfügen.

Bis heute unterstützen 15 Kantone, darunter Bern, Genf und Waadt, die Erstellung eines GEAK® Plus. Die gewährten Beiträge entsprechen in fast allen Fällen den von den Verfassern der Motion vorgeschlagenen Beträgen. Nach der Erfahrung dieser Kantone muss damit gerechnet werden, dass etwa 500 GEAK® Plus pro Jahr im Kanton Freiburg aufgestellt werden, und zwar zu zwei Dritteln für Einfamilienhäuser und zu einem Drittel für Mehrfamilienhäuser. Dies entspricht einem jährlichen finanziellen Aufwand von insgesamt 600 000 Franken, wobei 200 000 Franken durch den Kanton und 400 000 Franken über die Globalbeiträge des Bundes finanziert werden. Für den Kanton wäre also die finanzielle Last überschaubar und könnte durch den kantonalen Energiefonds gedeckt werden.

Im Übrigen ist der Staatsrat der Meinung, dass keine Änderung des Energiegesetzes (EnGe) erforderlich ist, um eine derartige Massnahme umzusetzen, und stattdessen eine Änderung des Energie-reglements ausreichen würde.

Folglich könnte das Energiereglement (EnR) wie folgt geändert werden:

Art. 54a (neu) Gebäudeenergieausweis der Kantone Plus (GEAK® Plus)

¹ Förderbeiträge können gewährt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Die Baubewilligung für das Gebäude wurde vor dem Jahr 2000 ausgestellt.
- b) Der GEAK® Plus wird von einer Person ausgestellt, die sich auf der Liste der Expertinnen und Experten befindet, die von der GEAK®-Organisation zertifiziert sind.
- c) Der GEAK® Plus wird fachgerecht erstellt, von der zertifizierten Expertin oder vom zertifizierten Experten unterschrieben und in der GEAK®-Datenbank veröffentlicht.
- d) Der Bericht enthält neben dem Ausgangszustand mindestens zwei Varianten, wobei eine davon eine Gesamtsanierung abbildet.
- e) Die Offerte der zertifizierten Expertin oder des zertifizierten Experten muss mindestens eine einstündige Beratung bei der Übergabe des Berichts an die Eigentümerin oder den Eigentümer beinhalten.
- f) Bei mehreren EGID-Nummern oder bei identischen Gebäuden kann der Förderbeitrag auf ein einziges Gesuch beschränkt werden.

² Die Finanzhilfe wird nach den folgenden Grundsätzen festgelegt:

- a) 1000 Franken für ein Einfamilienhaus
- b) 1500 Franken für alle anderen Gebäudekategorien.

³ Die Massnahme bleibt bis spätestens 31. Dezember 2024 bestehen.

Abschliessend hält der Staatsrat die von den Verfassern der Motion vorgeschlagene Massnahme für sinnvoll. Sie könnte den Eigentümerinnen und Eigentümern einen Anreiz dazu bieten, eine Gesamtsanierung ihres Gebäudes durchzuführen. Doch wie bereits erwähnt, ist eine Änderung des Energiegesetzes nicht erforderlich. Deshalb empfiehlt er dem Grossen Rat die Motion abzulehnen, verpflichtet sich jedoch dazu, die Fördermassnahme für den GEAK® Plus gemäss dem obenstehenden Vorschlag ins Energiereglement (EnR) aufzunehmen.

31. Januar 2022



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Julmy Markus / Dafflon Hubert

2021-GC-89

Subventionnement de l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans le secteur privé

I. Résumé de la motion

Afin d'améliorer durablement et à long terme l'empreinte carbone dans le canton de Fribourg et en Suisse, les motionnaires estiment nécessaire de mettre en place des incitations pour que les utilisateurs de véhicules individuels puissent utiliser le plus rapidement possible l'offre existante d'une motorisation alternative.

L'adaptation de la loi sur la taxation des véhicules à moteur a déjà fait un pas fondamental vers une mobilité écologique. Actuellement 11 cantons et de nombreuses communes ou régions octroient des subventions pour installer des bornes de recharge ou acheter des véhicules électriques. La présente motion vise à créer un instrument pour accélérer la réduction des émissions de CO₂.

Sur la base de ces constatations, les députés Markus Julmy et Hubert Dafflon demandent au Conseil d'Etat d'établir un plan de subventionnement pour l'installation de stations de recharge privées. Dans le cas d'une preuve certifiée d'installation et de sécurité (SiNa) d'une station de recharge dans le canton de Fribourg, d'une puissance de 11 kW et supérieure, des remboursements de 2000 francs pourraient être accordés.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Pour le Conseil d'Etat, l'atteinte des objectifs de politique énergétique et de politique climatique, à savoir substituer les énergies fossiles et atteindre zéro émission de CO₂ d'ici 2050, passe notamment par une mobilité plus écologique que celle que nous connaissons à ce jour. Cela figure d'ailleurs dans son Plan directeur cantonal ainsi que parmi les priorités du Plan Climat qu'il a adopté le 8 juin 2021 et de la loi sur le climat dont l'avant-projet est en phase de consultation jusqu'à la fin de cette année. L'incitation à une utilisation plus importante des transports publics et de la mobilité douce mais aussi à la diminution des kilomètres parcourus quotidiennement par les Fribourgeoises et les Fribourgeois représente dans ce sens la priorité. Le remplacement des véhicules utilisant des carburants fossiles par des véhicules électriques doit également être favorisé pour autant que l'électricité puisse être produite par des énergies renouvelables.

Le Conseil d'Etat rappelle que différentes mesures ont été prises ces dernières années afin d'encourager une mobilité plus écologique, notamment avec une nouvelle loi sur la mobilité acceptée par le Grand Conseil fin 2021, une imposition des véhicules favorisant les véhicules propres entrée en vigueur au début de cette année, l'adoption en 2018 du plan sectoriel vélo et du plan sectoriel des parcs-relais qui prévoit l'aménagement de places de parc voitures et vélos à

proximité des haltes ferroviaires du canton, ainsi que différentes mesures relatives à la stratégie de développement durable et du Plan climat cantonal.

Comme l'ont relevé les députés Markus Julmy et Hubert Dafflon, plusieurs cantons soutiennent financièrement la pose de stations de recharge privées. C'est le cas notamment des cantons de Berne, Vaud, Valais et Genève pour ne citer que ceux qui nous sont proches. Mais il y a lieu de préciser qu'il n'y a pas une unité dans la manière dont ces cantons mettent en œuvre leur programme d'encouragement respectif. Par exemple, le canton de Vaud vise à favoriser la recharge dans les lieux d'habitation collectifs existants et les lieux de travail, pour autant qu'elle soit alimentée à 100 % par de l'électricité renouvelable. Les cantons de Genève et du Valais visent les places de parc individuelles et les parkings collectifs, alors que le canton de Berne privilégie le soutien pour les infrastructures de recharge dans les entreprises.

S'agissant de la mise en œuvre, ces programmes connaissent passablement de succès. A titre d'exemple, le canton du Valais, qui a introduit son programme en novembre 2020, a reçu près de 600 demandes de subventionnement durant les 8 premiers mois. A relever que l'aide est particulièrement incitative dans ce canton avec un montant de 1500 francs par borne de recharge de 11 kW à 22 kW alors que le coût actuel d'une borne de recharge privée (rendu posé et raccordé au réseau) se situe entre ~2000 et 3500 francs, selon le modèle choisi et les frais de raccordement.

En ce qui concerne le canton de Fribourg, l'encouragement à la mise en place de bornes de recharges pour voitures électriques est aussi inscrit dans le Plan Climat cantonal (mesure M.4.2). Or, étant donné les contraintes légales et budgétaires, la mise en œuvre de cette mesure s'est orientée en 2021 sur le financement de stations de recharge pour des places de parking de bâtiments de l'Etat accessibles au public.

Le Conseil d'Etat estime qu'il conviendrait de mettre en place un programme qui respecte certains principes :

- > le programme devra être simple afin d'éviter au maximum les charges administratives ;
- > le montant de la subvention devra être incitatif, sans être excessif ;
- > la subvention concernera les places de parc nouvelles et existantes, pour les bâtiments d'habitations privés et collectifs, incluses les propriétés par étages (PPE) ;
- > le programme s'opérera sur une période limitée maximale de 2 ans, partant que le marché évolue très rapidement et qu'à partir d'un certain temps l'incitation n'aura probablement plus l'effet escompté. Il faudra alors soit l'adapter, soit l'abandonner ;
- > l'électricité alimentant les bornes de recharge doit provenir de source renouvelable.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat est d'avis que la concrétisation d'une telle mesure n'impose pas la modification de loi, par exemple la loi sur l'énergie (LEn), et qu'elle pourrait être mise en œuvre simplement par une modification de son règlement d'application (REn). En effet, les articles 1-*Buts* et 23-*Mesures d'encouragement et aides financières* offrent suffisamment de latitude pour intégrer une telle mesure. Sur le plan financier, en se référant à l'expérience des cantons voisins et partant que la mesure vise avant tout à donner une impulsion au marché, elle pourrait être limitée à un plafond d'un million de francs prélevé au Fonds cantonal de l'énergie, et au maximum à une période de mise en œuvre de 2 ans.

Partant de ce qui précède, le règlement sur l'énergie (REn) pourrait être adapté comme suit :

Art. 54b (nouveau) Borne de recharge pour véhicules électriques

¹ Pour que la mesure soit subventionnable, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) La borne de recharge doit équiper de manière permanente une place de parc privée pour un bâtiment d'habitation individuel ou collectif, propriété par étages incluse ;
- b) La puissance installée par borne doit être au moins de 11 kW ;
- c) La borne de recharge est alimentée uniquement par de l'électricité provenant d'une source renouvelable, produite sur site ou acquise auprès du distributeur d'électricité ;
- d) L'installation doit être vérifiée et approuvée par un rapport de sécurité au sens de l'OIBT ;
- e) Une seule borne de recharge par unité de logement peut bénéficier de la subvention.

² L'aide financière est fixée selon les principes suivants :

- a) 500 francs pour une borne de recharge destinée à une nouvelle place de parc ;
- b) 1000 francs pour une borne de recharge destinée à une place de parc existante ;

³ La promesse de l'octroi d'une aide financière fait l'objet d'une décision du Service tenant compte des disponibilités budgétaires de l'Etat.

⁴ La mesure est applicable au plus tard jusqu'au 31 décembre 2023, ou à épuisement des disponibilités financières qui lui sont dédiées.

En conclusion, le Conseil d'Etat estime que la mesure proposée par les motionnaires fait du sens afin de stimuler le développement de la mobilité électrique dans le canton. Toutefois, comme susmentionné, une modification de la loi sur l'énergie n'est pas nécessaire. C'est pourquoi il propose au Grand Conseil de refuser la motion, tout en s'engageant à inscrire la mesure d'encouragement pour les bornes électriques dans le règlement sur l'énergie (REn), sur la base de la proposition susmentionnée.

8 février 2022



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Julmy Markus und Dafflon Hubert

2021-GC-89

Subventionierung der Installation von Ladestationen für Elektrofahrzeuge im Privatbereich

I. Zusammenfassung der Motion

Für eine nachhaltige Verbesserung der CO₂-Bilanz im Kanton Freiburg und in der Schweiz halten es die Verfasser der Motion für notwendig, dass Anreize geschaffen werden, damit Teilnehmerinnen und Teilnehmer des Individualverkehrs so rasch wie möglich vom bestehenden Angebot an alternativen Antrieben Gebrauch machen.

Mit der Erneuerung des Gesetzes über die Motorfahrzeugbesteuerung wurde bereits ein grundlegender Schritt in Richtung nachhaltige Mobilität gemacht. Bereits gewähren 11 Kantone und viele Gemeinden oder Regionen Subventionen bei der Installation von Ladestationen oder beim Kauf von Elektrofahrzeugen. Mit dieser Motion soll ein Instrument geschaffen werden, um die Verminderung des CO₂-Ausstosses voranzutreiben.

Gestützt auf diese Feststellungen ersuchen die Grossräte Markus Julmy und Hubert Dafflon den Staatsrat, einen Subventionierungsplan für die Installation privater Ladestationen zu erstellen. Bei einem beglaubigten Installations- und Sicherheitsnachweis (SiNa) einer Ladestation im Kanton Freiburg mit einer Leistung von 11 kW und höher könnten Rückvergütungen in Höhe von 2000 Franken gewährt werden.

II. Antwort des Staatsrats

Dem Staatsrat zufolge muss insbesondere die Mobilität umweltfreundlicher werden, damit die energie- und klimapolitischen Ziele erreicht werden, die im Ersatz der fossilen Energien und in der CO₂-Neutralität bis 2050 bestehen. Dies steht auch in seinem kantonalen Richtplan und gehört zu den Prioritäten des Klimaplanes, den er am 8. Juni 2021 verabschiedet hat. Diese Ziele sind zudem im Vorentwurf des Klimagesetzes aufgeführt, das bis Ende 2021 in der Vernehmlassung ist. Somit liegt die Priorität auf Anreizen zur vermehrten Nutzung der öffentlichen Verkehrsmittel und der sanften Mobilität sowie auf der Reduktion der von den Freiburgerinnen und Freiburgern täglich zurückgelegten Kilometer. Der Ersatz von Fahrzeugen, die mit fossilen Treibstoffen betrieben werden, durch Elektrofahrzeuge muss ebenfalls begünstigt werden, sofern die Elektrizität aus erneuerbaren Energiequellen erzeugt werden kann.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass in den vergangenen Jahren verschiedene Massnahmen getroffen wurden, um eine umweltschonendere Mobilität zu fördern. So hat der Grosse Rat Ende 2021 das neue Mobilitätsgesetz beschlossen, auf Anfang dieses Jahres wurde die Motorfahrzeugsteuer geändert, um saubere Fahrzeuge zu begünstigen, 2018 wurde der Sachplan Velo und der Sachplan Anlagen der kombinierten Mobilität verabschiedet, der Parkplätze und Veloabstellplätze in der

Nähe von Bahnhöfen im Kanton vorsieht, und im Bereich der Strategie nachhaltige Entwicklung und des kantonalen Klimaplanes wurden verschiedene Massnahmen eingeführt.

Wie von den Grossräten Markus Julmy und Hubert Dafflon erwähnt, wird in mehreren Kantonen der Bau von privaten Ladestationen finanziell gefördert. Dies ist insbesondere der Fall in den Kantonen Bern, Waadt, Wallis und Genf, um nur einige der am nächsten gelegenen Kantone zu nennen. Dem ist jedoch anzufügen, dass deren Förderprogramme sehr unterschiedlich ausgestaltet sind. Der Kanton Waadt beispielsweise fördert Ladestationen in bestehenden Überbauungen und an den Arbeitsorten, sofern sie zu 100 % mit erneuerbarem Strom versorgt werden. Die Kantone Genf und Wallis fördern die Ausrüstung von Einzel- und Gemeinschaftsparkplätzen, während der Kanton Bern es vorzieht, Ladestationen bei Unternehmen zu unterstützen.

Diese Programme sind recht erfolgreich. So hat der Kanton Wallis, der sein Programm im November 2020 eingeführt hat, zum Beispiel in den ersten 8 Monaten knapp 600 Fördergesuche erhalten. In diesem Kanton sind die Beiträge auch besonders attraktiv, denn für eine Ladestation mit einer Leistung von 11 kW bis 22 kW beläuft sich der Beitrag auf 1500 Franken, wobei sich die Kosten für die Anschaffung einer privaten Ladestation (Erwerb, Installation und Netzanschluss) je nach Modell und Anschlusskosten auf etwa 2000 bis 3500 Franken belaufen.

Was den Kanton Freiburg betrifft, sieht der kantonale Klimaplan ebenfalls vor, dass der Bau von Ladestationen für Elektrofahrzeuge gefördert wird (Massnahme M.4.2). Doch der gesetzliche und finanzielle Rahmen beschränkte die Umsetzung dieser Massnahme im Jahr 2021 auf die Finanzierung von Ladestationen für öffentlich zugänglichen Parkplätzen von Gebäuden des Staates.

Der Staatsrat hält es für angezeigt, ein Programm nach den folgenden Grundsätzen aufzustellen:

- > Das Programm muss einfach und unbürokratisch sein.
- > Der Förderbeitrag muss attraktiv, aber nicht überhöht sein.
- > Der Beitrag kann für neue und bestehende Parkplätze von Ein- und Mehrfamilienhäusern, einschliesslich im Stockwerkeigentum, gewährt werden.
- > Das Programm gilt für einen begrenzten Zeitraum von höchstens 2 Jahren, da sich der Markt sehr schnell entwickelt und nach einer gewissen Zeit die Anreizmassnahme voraussichtlich nicht mehr die gewünschte Wirkung hat. Nach Ablauf dieser Frist muss das Programm angepasst oder beendet werden;
- > Der Strom für den Betrieb der Ladestationen muss aus einer erneuerbaren Energiequelle stammen.

Im Übrigen ist der Staatsrat der Meinung, dass die Umsetzung einer derartigen Massnahme keine Änderung des Energiegesetzes (EnGe) oder eines anderen Gesetzes erfordert, sondern über eine Änderung des Ausführungsreglements (EnR) umgesetzt werden könnte. Denn die Artikel 1 (Ziel) und 23 (Fördermassnahmen und Finanzhilfen) des Energiegesetzes bieten ausreichend Spielraum, um diese Massnahme direkt ins Reglement aufzunehmen. Der Betrag, der für die Massnahme bereitgestellt wird, kann mit Blick auf die Erfahrung der Nachbarkantone und davon ausgehend, dass die Massnahme vor allem einen Marktimpuls geben soll, auf einen Höchstbetrag von einer Million Franken festgelegt werden. Dieser Betrag kann dem kantonalen Energiefonds entnommen werden und wird während höchstens zwei Jahren zur Verfügung gestellt.

Aufgrund dieser Darlegungen könnte das Energiereglement (EnR) wie folgt angepasst werden:

Art. 54b (neu) Ladestation für Elektrofahrzeuge

¹ Förderbeiträge können gewährt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Die Ladestation muss fest installiert sein und einen privaten Parkplatz eines Ein- oder Mehrfamilienhauses, einschliesslich im Stockwerkeigentum, ausrüsten.
- b) Die Nennleistung pro Ladestation muss mindestens 11 kW betragen.
- c) Die Ladestation wird allein mit Strom aus erneuerbaren Energiequellen betrieben. Der Strom wird an Ort erzeugt oder beim Elektrizitätsversorgungsunternehmen erworben.
- d) Die Anlage muss kontrolliert und mit einem Sicherheitsnachweis im Sinne der NIV zum Betrieb freigegeben werden.
- e) Pro Wohneinheit kann nur eine Ladestation gefördert werden.

² Die Finanzhilfe wird nach den folgenden Grundsätzen festgelegt:

- a) 500 Franken für eine Ladestation an einem neuen Parkplatz;
- b) 1000 Franken für eine Ladestation an einem bestehenden Parkplatz.

³ Über die Zusicherung von Finanzhilfen entscheidet das Amt unter Berücksichtigung der im Staatshaushalt zur Verfügung stehenden Mittel.

⁴ Die Massnahme gilt bis spätestens am 31. Dezember 2023 oder bis die dafür bereitgestellten Mittel aufgebraucht sind.

Abschliessend hält der Staatsrat die von den Verfassern der Motion vorgeschlagene Massnahme für sinnvoll, um die Verbreitung der Elektromobilität im Kanton zu beschleunigen. Doch wie bereits erwähnt, ist eine Änderung des Energiegesetzes nicht erforderlich. Deshalb empfiehlt er dem Grossen Rat die Motion abzulehnen, verpflichtet sich jedoch dazu, die Fördermassnahme für die Ladestationen gemäss dem obenstehenden Vorschlag ins Energiereglement (EnR) aufzunehmen.

8. Februar 2022



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Dorthe Sébastien / Michellod Savio

2021-GC-94

La reconversion professionnelle comme clé de la transition énergétique

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 30 juin 2021, les députés Sébastien Dorthe et Savio Michellod relèvent que la mise en œuvre de la transition énergétique nécessitera de pouvoir compter sur des personnes formées dans les nombreux domaines concernés. Toutefois, le manque de personnel qualifié se fait déjà sentir.

Afin de subvenir à ce besoin croissant de personnel, les postulants demandent au Conseil d'Etat :

- > d'identifier le potentiel de créations d'emplois nécessaires à assurer les objectifs du plan climat cantonal ;
- > de mettre en place un programme de formation dans les métiers de la transition énergétique, destiné tant aux jeunes qu'aux personnes souhaitant entamer une transition dans leur carrière ;
- > d'assurer un financement de ces formations partagé entre l'employé, l'entreprise et l'Etat.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat relève qu'en Suisse la formation professionnelle initiale de niveau secondaire 2 (par exemple le CFC) et tertiaire (Bachelor/Master) a été construite, il y a bien des décennies, sur une logique de formation de base suivie dans son intégralité. Ces dernières années ont toutefois mis en évidence un besoin de formation permanent, tout au long de la vie professionnelle, dans une logique de réorientation ciblée selon les besoins. L'idée ancestrale « une vie, un métier » a été complètement bouleversée.

En matière d'énergie, ce besoin de formation est particulièrement flagrant, notamment en raison de l'évolution technologique et, de manière encore plus marquée, de la concrétisation des objectifs très ambitieux de politique énergétique fixés par la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération, laquelle a été adoptée par la population suisse en votation de mai 2017. A ce jour, de nombreuses activités professionnelles sont déjà sensiblement impactées par cet état de fait, et le besoin en personnel qualifié se fait déjà ressentir, à tous les niveaux de formation.

A titre d'exemple, uniquement dans le domaine de la rénovation des bâtiments, le marché fribourgeois engage financièrement ces dernières années près de 800 millions de francs par an pour réaliser un taux de rénovation d'environ 1 % par an du parc immobilier existant. Considérant que l'objectif est d'atteindre au moins 2 % par an de rénovation à l'horizon 2030, cela signifie clairement que notre économie n'est pas encore prête à répondre à cet objectif.

A cela s'ajoutent encore la nécessité de remplacer près de 40 000 systèmes de chauffages à énergies fossiles ou électriques durant les 15 prochaines années, de multiplier par 5 et par an la pose de panneaux solaires photovoltaïques sur les infrastructures existantes, de renforcer des lignes électriques nécessaires à la décentralisation de la production et à l'alimentation des véhicules électriques, d'innover dans les nouvelles technologies énergétiques, etc. Autant de secteurs qui verront une très forte croissance ces prochaines années et pour lesquels il faudra une main d'œuvre qualifiée en suffisance.

Conscient depuis de nombreuses années de cette problématique, le Conseil d'Etat a mis en place en 2012 un programme de formation continue dans le domaine de l'énergie, donnant également suite à une intervention parlementaire. Ce programme, nommé Energie-FR et mené par la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg, est toujours en vigueur et connaît un succès certain, avec plus de 3000 jours/formation par an avant la crise sanitaire engendrée par la COVID.19. En matière de reconversion professionnelle, l'expérience acquise avec Energie-FR démontre que de nombreuses personnes n'hésitent pas à se former, notamment lorsque leur reconversion l'exige. Mais cela reste largement insuffisant pour répondre à la demande du marché qui augmente très rapidement. Dans les faits, c'est l'ensemble de la formation dans le domaine de l'énergie qui doit être adaptée et renforcée, la reconversion professionnelle ne représentant qu'une part des efforts à entreprendre.

Finalement, une telle analyse ne saurait être réalisée sans l'implication de tous les acteurs concernés, en particulier le Service de la formation professionnelle (SFP/DEE), les HES, le Smart Living Lab (SSL) mais également les associations professionnelles, lesquelles jouent un rôle important dans la formation professionnelle. C'est pourquoi, si le postulat devait être accepté, il portera sur le volet couvert par le SFP/DEE et un groupe de travail sera mis en place, composé de tous les acteurs concernés par cette thématique qui touche un spectre relativement large d'activités. Les associations professionnelles sont prêtes à participer à une codirection du projet. Cependant, la désignation d'un responsable de projet sera indispensable afin de coordonner les travaux de tous les partenaires.

Par conséquent, vue l'importance et l'actualité des questions abordées dans le postulat, le Conseil d'Etat est prêt à effectuer l'analyse demandée. Il propose dès lors d'accepter le postulat.

25 janvier 2022



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat Dorthe Sébastien / Michellod Savio

2021-GC-94

Die berufliche Umschulung als Schlüssel zur Energiewende

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 30. Juni 2021 eingereichten und begründeten Postulat weisen die Grossräte Sébastien Dorthe und Savio Michellod darauf hin, dass es Personen braucht, die in zahlreichen Gebieten geschult sind, um die Energiewende zu schaffen. Doch der Mangel an qualifiziertem Personal ist bereits spürbar.

Damit der zunehmende Bedarf an Personal gedeckt werden kann, verlangen die Verfasser des Postulats vom Staatsrat,

- > dass er das Potenzial an neuen Stellen ermittelt, die nötig sind, um die Ziele des kantonalen Klimaplanes zu erreichen;
- > dass er ein Ausbildungsprogramm in den Berufen der Energiewende aufstellt, das sich an junge Erwachsene richtet, aber auch an Personen, die sich umschulen möchten;
- > dass er dafür sorgt, dass die Finanzierung dieser Ausbildungen zwischen der angestellten Person, dem Arbeitgeber und dem Staat aufgeteilt wird.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat weist darauf hin, dass in der Schweiz die auf der Sekundarstufe II (z.B. das EFZ) und Tertiärstufe (Bachelor/Master) angesiedelte berufliche Grundbildung seit Jahrzehnten auf einem linearen System basiert, das von einer Stufe zur anderen durchlaufen wird. In den letzten Jahren hat sich jedoch gezeigt, dass man sich sein ganzes Berufsleben lang weiterbilden muss, um sich nach Bedarf gezielt neu ausrichten zu können. Die althergebrachte Idee vom «Beruf fürs Leben» hat damit ausgedient.

Im Energiebereich tritt dieser Weiterbildungsbedarf besonders deutlich hervor, dies insbesondere aufgrund der technologischen Entwicklung und noch mehr aufgrund der sehr ehrgeizigen energiepolitischen Ziele, die sich der Bund mit der Energiestrategie 2050 gesetzt hat. Diese hat das Schweizer Stimmvolk im Mai 2017 genehmigt. Schon heute sind zahlreiche Berufe mit dieser Tatsache konfrontiert und der Bedarf nach qualifiziertem Personal macht sich bereits auf allen Ausbildungsstufen bemerkbar.

Allein im Bereich der Gebäudesanierung beispielsweise hat der Freiburger Markt in den vergangenen Jahren für eine jährliche Sanierungsquote von etwa 1 % des Gebäudebestands knapp 800 Millionen Franken pro Jahr investiert. Da es das Ziel ist, die Sanierungsquote bis 2030 auf mindestens 2 % pro Jahr zu steigern, ist unsere Wirtschaft offensichtlich noch nicht in der Lage, diesem Ziel zu entsprechen.

Ausserdem wird es in den kommenden 15 Jahren nötig sein, knapp 40 000 Heizsysteme zu ersetzen, die aktuell noch mit fossilen Energien oder mit Strom betrieben werden. Ausserdem müssen fünfmal mehr Fotovoltaikanlagen auf den bestehenden Bauten eingebaut und die Stromnetze verstärkt werden, damit die Dezentralisierung der Stromproduktion und die Energieversorgung der Elektrofahrzeuge gewährleistet werden kann. Zudem braucht es Innovationen im Bereich der neuen Energietechnologien. All diese Gebiete werden in den kommenden Jahren stark wachsen und auf eine ausreichende Anzahl Arbeitskräfte mit den nötigen Qualifikationen angewiesen sein.

Der Staatsrat, der sich seit vielen Jahren dieser Problematik bewusst ist, hat im Jahr 2012 ein Weiterbildungsprogramm im Energiebereich aufgestellt, das ebenfalls auf einen parlamentarischen Vorstoss zurückgeht. Dieses Programm mit der Bezeichnung Energie-FR, das unter der Leitung der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg steht, existiert immer noch und ist recht erfolgreich. Vor der Covid-19-Krise wurden im Rahmen dieses Programms über 3000 Personenkurstage pro Jahr erteilt. In Bezug auf die berufliche Umschulung wurde mit Energie-FR die Erfahrung gemacht, dass viele Personen sich weiterbilden, insbesondere wenn sie ihre Berufskenntnisse erweitern müssen. Dies reicht aber bei Weitem noch nicht aus, um die Marktnachfrage zu decken, die sehr rasch zunimmt. In der Tat muss die gesamte Ausbildung im Energiebereich angepasst und verstärkt werden, denn die berufliche Umschulung stellt nur einen Teil der benötigten Anstrengungen dar.

Eine derartige Ermittlung des Bildungsbedarfs kann nur mit der Beteiligung aller betroffenen Akteure, insbesondere des Amtes für Berufsbildung (BBA/VWD), der Fachhochschulen, des Smart Living Lab (SLL) und der Berufsverbände aufgestellt werden, die eine wichtige Rolle für die Berufsbildung spielen. Wird das Postulat angenommen, wird die Thematik behandelt, für die das BBA bzw. die VWD zuständig sind. Ausserdem muss eine Arbeitsgruppe mit allen Akteuren aufgestellt werden, die von dieser breit gefächerten Thematik betroffen sind. Die Berufsverbände sind bereit, sich an der Projektleitung zu beteiligen. Es wird jedoch nötig sein, eine Projektverantwortliche oder einen Projektverantwortlichen zu bezeichnen, um die Arbeiten aller Partner zu koordinieren.

Da die im Postulat aufgeworfenen Fragen wichtig und aktuell sind, ist der Staatsrat bereit, die verlangte Analyse durchzuführen. Er empfiehlt Ihnen deshalb das Postulat zur Annahme.

25. Januar 2022



Rapport 2022-DEE-6

31 janvier 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2021-GC-98 Wicht Jean-Daniel/de Weck Antoinette – Le canton de Fribourg entend-il soutenir véritablement les énergies renouvelables?

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport sur le postulat de Jean-Daniel Wicht/Antoinette de Weck – Le canton de Fribourg entend-il soutenir véritablement les énergies renouvelables?

1. Introduction	1
2. Contexte général	1
3. Plan sectoriel de l'énergie	2
4. Réponse aux questions	2
5. Conclusion	6

1. Introduction

Dans leur postulat, les députés Jean-Daniel Wicht et Antoinette de Weck demandent au Conseil d'Etat de transmettre au Grand Conseil un rapport répondant aux questions suivantes:

- > Comment entend-il augmenter rapidement la part des énergies renouvelables que sont le bois énergie et le photovoltaïque dans notre canton?
- > Quel pourrait être le modèle d'affaire qui permettrait de renforcer la compétitivité de ces énergies renouvelables pour pallier les coûts de production de ces sources d'énergie plus élevés par rapport au prix de l'électricité sur le marché européen?
- > Y a-t-il encore un potentiel de développement de l'énergie hydraulique dans notre canton?
- > D'autres sources d'énergie renouvelables pourraient-elles être développées dans notre canton (par exemple: chaleur des réseaux d'eaux usées)?

2. Contexte général

En 2009, le Conseil d'Etat décidait d'une nouvelle stratégie énergétique visant à atteindre l'objectif global d'une société à 4000 Watts d'ici 2030. Dans son rapport au Grand Conseil (rapport n°160 du 29 septembre 2009), il précisait la manière dont il entendait arriver à son objectif, notamment s'agissant du développement des énergies renouvelables, tant pour la production d'électricité que pour la production de chaleur. Pour ce faire, les dispositions légales cantonales ont été adap-

tées et les mesures d'encouragement ont été complétées et renforcées.

Le Conseil d'Etat tient à rappeler que les vecteurs énergétiques que sont notamment la chaleur et l'électricité doivent être clairement dissociés lorsqu'il est question d'évaluer les potentiels de développement et de valorisation. En effet, la valeur ajoutée de l'électricité est nettement supérieure à celle de la chaleur, de même que les ressources primaires et les moyens pour en produire sont généralement différents. L'électricité est le fruit d'une transformation relativement complexe et coûteuse et sera alors utilisée là où ça fait du sens (par exemple au travers de moteurs), avec la plus grande efficacité.

En mai 2017, le peuple suisse acceptait à une bonne majorité la stratégie énergétique 2050 (ci-après: SE2050). Les grands axes de cette stratégie sont les suivants:

- > Réduire sensiblement la consommation d'énergie (chaleur et électricité): Introduction de mesures visant à réduire la consommation d'énergie des bâtiments, des transports et des appareils électriques et à accroître l'efficacité énergétique;
- > Augmenter la part des énergies renouvelables indigènes: Augmentation de la quote-part de la force hydraulique et développement des nouvelles énergies renouvelables, soit le solaire, le bois, la biomasse, l'éolien et la géothermie;
- > Sortir du nucléaire: Maintien des centrales existantes aussi longtemps que leur sécurité est garantie, mais interdiction de construire de nouvelles;

- > Développer les réseaux d'électricité et les transformer en des réseaux dits intelligents (smart grids): Gestion multidirectionnelle des flux d'énergie, avec un raccordement optimal au réseau européen;
- > Renforcer la recherche énergétique;
- > Renforcer le rôle d'exemplarité de la Confédération, des cantons, des villes et des communes;

La SE2050 prévoit notamment une réduction de 43% de la consommation globale d'énergie et la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables. Par ailleurs, la sortie du nucléaire impose la mise en œuvre d'importantes mesures afin de compenser le manque de production et d'assurer l'approvisionnement énergétique du pays. Pour se faire, les dispositions légales fédérales ont été adaptées. La Confédération précise aussi que le développement de l'ensemble des mesures prévues par la SE2050 sera nécessaire.

La sécurité d'approvisionnement en hiver est également un sujet qui prend de plus en plus de place avec la sécurité d'approvisionnement et le retard pris dans la réalisation de certains projets en Suisse, surtout depuis la sortie de la Suisse des accords-cadres avec l'Union Européenne. Le projet d'accord sur l'électricité a été supprimé, ce qui met la Suisse dans une situation difficile en hiver puisqu'elle devra compter sur des importations de plus en plus importantes, alors que l'UE peine déjà à assurer son propre approvisionnement.

3. Plan sectoriel de l'énergie

En 2017, le canton a publié son plan sectoriel de l'énergie (ci-après: PSE, <https://www.fr.ch/sites/-default/files/2018-07/plan-sectoriel-de-l-energie.pdf>). Il s'agit d'un document établi par le Service de l'énergie (SdE) qui fait référence à de nombreuses études menées essentiellement à partir de 2010, certaines ayant en outre fait l'objet de mise à jour afin que le PSE représente au mieux la photo énergétique du canton au moment de sa parution.

En premier lieu, le PSE fait l'état de la situation des infrastructures dans le canton, toutes énergies confondues. Ensuite, sur la base des études menées dans tous les domaines (fourniture et utilisation de l'énergie, transformation et transport de l'énergie, stockage, efficacité énergétique) il met en regard le potentiel pouvant être réalisé avec les objectifs de stratégie énergétique.

Il ressort clairement du PSE que l'atteinte des objectifs ne pourra se faire que par la mise en œuvre de l'ensemble des mesures. Ce constat rejoint les conclusions de la SE2050.

Dans ce contexte, s'agissant spécifiquement de l'électricité, il ressort que le potentiel le plus important dans le canton se situe dans le développement du solaire photovoltaïque, de l'hydraulique et finalement de l'éolien. Pour les autres ressources telles que le bois et autres biomasses, le biogaz des stations d'épuration et la valorisation des rejets de la SAIDEF, le

potentiel de valorisation permettant la production d'électricité est relativement faible. La géothermie profonde pourrait également jouer un rôle à long terme, mais il est encore trop tôt pour déterminer de manière précise dans quelle mesure cela pourra se faire en raison du manque de connaissance sur le sous-sol et le manque d'expérience en Suisse dans ce domaine.

Au niveau de la chaleur, il est attendu en particulier un fort développement des pompes à chaleur et des réseaux de chauffage à distance alimentés par des énergies renouvelables, notamment le bois provenant de l'exploitation forestière et des déchets de l'industrie, les rejets de chaleur de l'industrie, de la SAIDEF et des stations d'épuration, ainsi que de l'énergie de l'environnement dont le niveau de température peut être élevé par des pompes à chaleur.

4. Réponse aux questions

4.1. Comment le Conseil d'Etat entend-il augmenter rapidement la part des énergies renouvelables que sont le bois énergie et le photovoltaïque dans notre canton?

L'énergie solaire photovoltaïque

Durant ces quinze dernières années, le solaire photovoltaïque (PV) a connu un important essor en Suisse grâce aux programmes de subventionnement de la Confédération (Système de rétribution de l'injection SRI, anciennement RPC, et Rétribution unique), aux progrès technologiques ainsi qu'à la baisse des coûts des installations.

Le canton de Fribourg a été un précurseur dans le domaine. En 2009 déjà, une importante enveloppe financière avait été mise à disposition pour la mise en œuvre de projets PV permettant de dynamiser le marché. Plusieurs entreprises avaient d'ailleurs été créées dans le canton. Aujourd'hui, Fribourg est l'un des cantons comptant le plus d'installations PV.

Les distributeurs d'électricité du canton promeuvent depuis des années ce développement. A titre d'exemple, avec 10 000 installations sur l'ensemble de son réseau (dont une grande partie en terre fribourgeoise), Groupe E comptait en 2020 une puissance totale photovoltaïque de 200 MW, correspondant à la puissance de toutes les centrales hydroélectriques du canton de Fribourg. En termes d'énergie, cela correspond à une production annuelle pratiquement équivalente à celle du barrage de Rossens. Toutefois, ~8/10 de la production s'effectue durant le semestre d'été, et ~2/10 durant le semestre d'hiver.

Le modèle de soutien photovoltaïque prévu par la loi fédérale sur l'énergie depuis 2008 a été adapté à plusieurs reprises afin de favoriser le développement de cette technologie, de répondre aux évolutions techniques et aux exigences du marché. A ce jour, il prévoit essentiellement une contribution à l'investissement initial, pour permettre ensuite un amortis-

sement via la valorisation au prix du marché de l'électricité produite par l'installation PV.

L'important essor connu par cette technologie durant ces 15 ans dernières années confirme l'efficacité du modèle de subventionnement. Le système de subventionnement en vigueur encourage particulièrement la mise en œuvre d'installations photovoltaïques sur des bâtiments qui présentent un potentiel d'autoconsommation: en d'autres termes, le modèle de soutien actuel privilégie une production décentralisée avec consommation directement sur site. Il est en revanche moins favorable aux installations photovoltaïques réalisées sur des sites avec faible potentiel de consommation propre, qui doivent donc valoriser la majorité de leur production au prix du marché en assumant ainsi les risques y relatifs (voir évolution du prix du marché à moyen-long terme).

Cette problématique est connue du Conseil fédéral et de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Un projet de révision de la loi sur l'énergie est en cours et devrait permettre à futur de pallier ou pour le moins à améliorer cette situation. Le projet de révision de la loi prévoit en effet la mise en place d'un modèle de subventionnement «ad hoc» pour les installations photovoltaïques sans autoconsommation, avec une subvention plus importante et une attribution probablement par appels d'offres/enchères.

Finalement, l'évolution technologique dans le solaire photovoltaïque ne cesse de croître et, afin de pouvoir encourager au mieux son développement dans le canton, la Direction de l'économie et de l'emploi, par le SdE, a décidé de réviser le thème solaire photovoltaïque du PSE, notamment pour ce qui concerne le potentiel, ainsi que les possibilités de mise en œuvre et d'encouragement. Les études sont en cours et des résultats sont attendus pour le printemps 2022.

Le PV connaît un essor important dans notre canton. Fribourg est par ailleurs dans le peloton de tête des cantons ayant le plus grand développement de PV en Suisse. La pose de PV est notamment déjà obligatoire sur les nouvelles constructions et le programme d'encouragement de la Confédération connaît un très grand succès. Les collectivités publiques apportent aussi leurs pierres à l'édifice dans leur rôle d'exemplarité. De plus, sur la base des études menées actuellement par le Service de l'énergie et dont les résultats sont attendus pour le printemps 2022, de nouvelles pistes seront vraisemblablement ouvertes afin d'accélérer encore ce développement.

Le bois-énergie

Au regard du plan sectoriel de l'énergie et du thème énergie du Plan directeur cantonal (PDCant), le bois-énergie fait bien partie du mix énergétique qui permettra à terme la substitution des énergies fossiles. Cette précieuse ressource indigène, dont la structure après transformation peut être sensiblement

différente selon les utilisations possibles (copeaux, bûches, granulés, briquettes), jouera un rôle important dans la transition énergétique, principalement pour la production de chaleur.

Le potentiel du bois-énergie fait l'objet d'analyse régulière par le Service des forêts et de la nature et le Service de l'énergie, tenant compte notamment de l'évolution de l'exploitation des ressources forestières. A ce jour, près de 100 000 m³ de bois sont valorisés chaque année dans le canton à des fins énergétiques, soit près de 50% du volume total exploité dans nos forêts. Il reste encore une possibilité de valorisation supplémentaire d'environ 60 000 m³ par année.

A l'horizon 2035–2050, tenant compte du potentiel susmentionné et des objectifs de réduction de la consommation d'énergie, le bois devrait couvrir plus du quart des besoins de chaleur du canton. Il s'agit en outre d'une ressource qui convient particulièrement à l'alimentation des réseaux de chaleur, dont les grandes installations ou chaudières qui atteignent un rendement élevé et une performance technique pouvant respecter les normes exigeantes en matière de protection de l'air. L'imposante centrale de Pra Bosson réalisée par Gruyère Energie SA à la Tour-de-Trême, alimentant le réseau de chauffage à distance de la Ville de Bulle et toute récemment inaugurée, est représentative des capacités offertes par cette ressource. D'autres projets d'envergure sont en cours de planification, par exemple à Fribourg pour la fourniture de chaleur au réseau Fricad (chauffage à distance de l'agglomération de Fribourg).

S'agissant de la valorisation du bois-énergie, et comme susmentionné, le potentiel restant est de 60 000 m³ par an, il devrait pratiquement être entièrement absorbé par les projets en cours de planification. Leur réalisation devrait en principe pouvoir se concrétiser dans les années à venir. A terme, l'objectif est bien d'exploiter au maximum cette ressource, de manière efficace, tout en maîtrisant la chaîne d'approvisionnement du bois-énergie indigène afin que les centrales ne se retrouvent pas à cours. Il est également essentiel de favoriser ce développement tout en respectant les exigences en termes de qualité de l'air.

En résumé, le Conseil d'Etat a déjà mis en place ce qui est nécessaire afin que les objectifs de politique énergétique puissent être atteints, notamment en ce qui concerne le bois-énergie et le solaire photovoltaïque.

4.2. Quel pourrait être le modèle d'affaire qui permettrait de renforcer la compétitivité de ces énergies renouvelables pour pallier les coûts de production de ces sources d'énergie plus élevés par rapport au prix de l'électricité sur le marché européen?

L'approvisionnement énergétique de la Suisse relève principalement de la compétence la Confédération et, pour ce qui concerne spécifiquement du domaine de l'électricité, également de la branche énergétique (art.6 L'Ene). Par ailleurs, une révision du cadre légal fédéral est actuellement en cours pour un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables. Le projet de loi prévoit des mesures pour la sécurité de l'approvisionnement et le développement des énergies renouvelables, l'achèvement de l'ouverture du marché de l'électricité ainsi que différentes modifications de la régulation du réseau.

S'agissant de la consommation d'énergie dans les bâtiments, cela est au premier chef du ressort des cantons (art.89 Cst.). Dans ce contexte, les modifications apportées ces dernières années dans la législation cantonale en matière d'énergie ont introduit une bonne combinaison entre des mesures contraignantes et des mesures incitatives permettant de réduire la consommation d'énergie et d'augmenter de manière conséquente la part des énergies renouvelables dans les bâtiments.

Le Programme Bâtiments mis en place depuis 2017 est particulièrement incitatif et favorise grandement le remplacement des systèmes de chauffage à énergies fossiles par des énergies renouvelables, dont le bois-énergie. Durant l'année 2021, le succès de ce programme a encore été sensiblement plus important par le fait que les taux ont été augmentés de 50% pour une durée limitée dans le cadre du plan de relance «COVID-19».

Le cadre légal cantonal en vigueur, prévoyant que le remplacement d'un système de chauffage à énergie fossile doit obligatoirement comprendre une part de 20% d'énergie renouvelable, influence aussi sensiblement les propriétaires à opter pour l'installation d'un système utilisant principalement les énergies renouvelables.

Finalement, la planification énergétique des communes fribourgeoises intègre de plus en plus l'interdiction de remplacer une installation à énergie fossile par un système similaire. Par ailleurs, pour leurs propres bâtiments, les collectivités publiques (canton et communes) ont l'obligation de valoriser des énergies renouvelables.

S'agissant du solaire photovoltaïque, son développement dépend fortement du cadre légal fédéral (par ex. subventions, LAT) et cantonal (par ex. implantation sur bâti), des avancées technologiques, du marché, des fournisseurs/prestataires et de l'évolution des prix du marché de l'électricité. Ces der-

nières années, la tendance a été plutôt favorable au PV. L'étude en cours permettra certainement de découvrir de nouvelles pistes favorables au développement de cette ressource.

4.3. Y a-t-il encore un potentiel de développement de l'énergie hydraulique dans notre canton?

Dans le canton de Fribourg, 76% de l'électricité indigène (626 GWh/an) provient de la force hydraulique. Selon les analyses menées par le SdE pour le PSE, le potentiel théorique de développement de cette source d'énergie sur le territoire cantonal est de 198 GWh/an. Celui-ci doit toutefois être mis en relation avec les mesures environnementales qui devront être prises ces prochaines années, en application notamment de la loi fédérale sur la protection des eaux. Ces mesures auront pour conséquence une diminution de l'énergie hydraulique produite (augmentation des débits résiduels, mesures d'assainissements du charriage, des éclusées et migration piscicole). Au niveau suisse, cette diminution a été estimée à 10% de la production actuelle.

L'augmentation possible de la production hydroélectrique passera par l'amélioration de l'efficacité énergétique des centrales existantes et la réalisation de nouvelles moyennes ou grandes centrales hydrauliques. Dans le canton de Fribourg, le projet de Groupe E consistant à turbiner l'eau du lac de Schiffenen avant de la déverser dans le lac de Morat par une nouvelle conduite est à l'étude (projet SCHEM). Il permettrait de produire un supplément net de 103 GWh/an, ce qui doublerait pratiquement la production actuelle de l'aménagement de Schiffenen.

4.4. D'autres sources d'énergie renouvelables pourraient-elles être développées dans notre canton (par exemple: chaleur des réseaux d'eaux usées)?

Si l'hydraulique représente et restera certainement la colonne vertébrale de l'approvisionnement électrique suisse, l'ensemble des énergies renouvelables ont leur place dans le mix énergétique. Outre le photovoltaïque et le bois-énergie, d'autres sources d'énergie peuvent également être développées, soit pour la production d'électricité, de chaleur, ou les deux:

Géothermie profonde

L'état de la technique et les expériences tirées des 10 dernières années orientent l'évolution de la géothermie davantage dans un premier temps vers la production de chaleur plutôt que la production d'électricité (profondeur des forages, risques de tremblement de terre...).

En 2019, l'Etat de Fribourg et Groupe E ont créé la société gpfr SA (Géothermie profonde Fribourg). Basée à Fribourg, elle a pour objectif de développer la géothermie dite «profonde», c'est-à-dire dès 3000 mètres de profondeur, afin de produire localement de la chaleur et éventuellement de l'électricité. Les prochaines étapes devraient être l'étude du sous-sol par le biais d'une campagne sismique qui pourrait débuter dès 2022.

Eolien

Le potentiel de production éolien dans le canton Fribourg a été estimé par la Confédération entre 250 et plus de 600 GWh/an d'ici à 2050. La stratégie énergétique du canton vise toutefois à atteindre 160 GWh/an d'ici 2030. Sur la base du cadre législatif défini par la Confédération, sept sites éoliens potentiels ont été identifiés et inscrits dans le Plan directeur cantonal (PDCant).

Cette source énergétique, qui produit les 2/3 de son énergie en hiver, lorsque les besoins sont les plus élevés et qui n'est à l'heure actuelle pas présente dans notre canton, fait partie intégrante du mix énergétique de la SE2050 de la Confédération. Toutefois, comme la Confédération et le Conseil d'Etat l'ont clairement mentionné, il appartient désormais aux communes concernées et à leur population de décider si elles veulent ou non un parc éolien sur leur territoire.

Biogaz

Le biogaz est notamment produit à partir des déchets végétaux ou des boues d'épuration. Cette technique est particulièrement judicieuse sur le plan écologique car, face au volume de déchets produits actuellement, il devient nécessaire de trier les ordures afin de recycler ce qui est possible. De plus, le biogaz est renouvelable et considéré comme neutre en CO₂, tout comme le bois. Toutefois, le potentiel théorique restant est somme toute limité et se monte, pour la production d'électricité, à environ 40 GWh/an et pour la production de chaleur à moins de 100 GWh/an.

Au cours des 15 dernières années, grâce au programme de subventionnement de la Confédération, une dizaine d'installations de biogaz agricoles produisant chaleur et électricité ont vu le jour dans le canton. Le potentiel de développement restant se situe principalement sur les exploitations agricoles pour valoriser les engrais de ferme. Dans ce contexte, il est à relever qu'une installation pilote est en cours de réalisation à l'Institut agricole de Grangeneuve (IAG), en collaboration avec la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires de Zollikofen (HAFL). L'objectif est d'augmenter l'efficacité de l'installation par un traitement thermique du lisier et ainsi d'améliorer également l'efficacité économique des installations de biogaz sans co-substrat.

Usines de valorisation et de traitement des déchets (SAIDEF)

En 2020, la SAIDEF a fourni 82 GWh de chaleur injectée dans le CAD Fribourg et 52 GWh injectés sur le réseau électrique. Hormis un solde de chaleur pouvant encore être valorisé avec les installations existantes par le développement en cours du réseau de chauffage à distance de Fricad, il n'y a pas de nouveau développement en vue dans ce contexte.

Rejets de chaleur

Les processus industriels peuvent générer des rejets de chaleur importants et, dès lors, représenter un potentiel de valorisation intéressant. Les études menées pour le PSE mettent en évidence un potentiel «réaliste» de 50 GWh de chaleur par an. Des projets relativement importants ont été réalisés ces dernières années dans le canton, par exemple avec la valorisation des rejets de chaleur des bords d'essai de la société Liebherr à Bulle, ceux de l'entreprise Nespresso à Romont, ou ceux de la société Swisspor à Châtel-St-Denis.

A préciser que la loi cantonale sur l'énergie (LEn) oblige la récupération de chaleur, notamment pour ce qui concerne les processus industriels.

L'énergie de l'environnement

L'air extérieur, le sous-sol, l'eau des rivières et des lacs disposent d'un potentiel énergétique important pouvant être valorisé, essentiellement pour produire de la chaleur par le biais d'une pompe à chaleur, ou en direct s'agissant de refroidir par exemple des locaux (free-cooling).

Le PSE fait état d'un potentiel de production de chaleur de près de 700 GWh par des pompes à chaleur. Il est aussi à relever que le remplacement des chauffages à énergies fossiles se fait en grande partie par l'installation de pompe à chaleur. En 2021, plus de 1000 pompes à chaleur (air/eau ou eau/eau) ont fait l'objet d'une promesse de subventionnement dans le cadre du Programme Bâtiments (état fin novembre 2021).

Bois usagé

Le bois usagé provenant par exemple de chantiers de construction ou de travaux de démolition est une ressource à valoriser pour produire de la chaleur, et éventuellement de l'électricité. En effet, près d'un tiers du volume disponible est exporté vers d'autres pays. Il est ensuite transformé en panneaux agglomérés ou utilisé pour la production d'énergie.

En revanche, si le bois usagé pouvait être d'avantage valorisé dans notre pays, de nombreux transports de bois vers l'étranger pourraient être supprimés, ce qui générerait des économies d'énergie, une diminution des coûts et une réduction des émissions des gaz d'échappement des véhicules.

Des projets de centrales valorisant le bois usagé sont en cours dans le canton, notamment pour alimenter le réseau de chauffage à distance de l'agglomération de la Ville de Fribourg.

Hydrogène

L'hydrogène n'est pas une source primaire d'énergie, contrairement à l'eau, le soleil et le vent. Il n'est pas présent sur terre sous sa forme simple et nécessite un processus de transformation pour sa production. Ce processus est particulièrement gourmand en énergie électrique, ce qui signifie que le rendement global de la production d'hydrogène est relativement médiocre, soit inférieur à 50%. Il faudra alors plus de 2 kWh d'électricité pour produire de l'hydrogène qui ne pourra ensuite fournir qu'un seul kWh. De plus, l'hydrogène pourra avoir une étiquette écologique à la seule condition que la production d'électricité puisse se faire par une énergie renouvelable.

Deux projets sont en cours de réalisation dans le canton. Le premier annoncé ce printemps est réalisé par GESA et se situe dans la zone industrielle de Bulle. Le second est réalisé par Groupe E et consiste à produire de l'hydrogène sur le site du barrage de Schiffenen.

L'hydrogène est destiné principalement à la mobilité lourde (bus, camion, etc..) et à l'industrie. Il n'est d'aucun secours face à au besoin croissant d'électricité. A futur, il pourra éventuellement être utilisé comme moyen de stockage en cas de surproduction estivale par des énergies renouvelables, par exemple solaire PV, pour une utilisation en hiver.

La stratégie du développement de l'hydrogène dans le canton a été explicitée au travers de la réponse du 9 décembre 2020 à la question parlementaire 2020-CE-169 «Développement de l'hydrogène dans le canton de Fribourg; quelle stratégie?».

5. Conclusion

D'une manière générale, le Conseil d'Etat est d'avis que la politique énergétique menée par le canton, en matière d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables, va dans la bonne direction et il entend poursuivre dans cette voie. Fribourg fait également partie des cantons disposant d'un Programme Bâtiments très incitatif, et ayant mis en œuvre des dispositions légales ambitieuses en matière d'énergie. Le rating du WWF sur la politique climatique en lien avec le domaine du bâtiment, ce qui concerne essentiellement le domaine de l'énergie dans le bâtiment, le confirme en mettant d'ailleurs le canton de Fribourg dans le peloton de tête.

Par ce rapport, le Conseil d'Etat répond ainsi au postulat des députés Jean-Daniel Wicht et Antoinette de Weck. En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.



Bericht 2022-DEE-6

31. Januar 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2021-GC-98 Wicht Jean-Daniel/de Weck Antoinette – Will der Kanton Freiburg die erneuerbaren Energien wirklich unterstützen?

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht zum Postulat von Jean-Daniel Wicht/Antoinette de Weck – Will der Kanton Freiburg die erneuerbaren Energien wirklich unterstützen?

1. Einleitung	7
2. Allgemeiner Kontext	7
3. Sachplan Energie	8
4. Beantwortung der Fragen	8
5. Schluss	12

1. Einleitung

Mit ihrem Postulat verlangen Grossrat Jean-Daniel Wicht und Grossrätin Antoinette de Weck vom Staatsrat, dass er dem Grossen Rat einen Bericht vorlegt, der die folgenden Fragen beantwortet:

- > Wie will der Staatsrat den Anteil an erneuerbaren Energien in Form von Energieholz und Fotovoltaik im Kanton zügig steigern?
- > Wie könnte das Geschäftsmodell aussehen, das die Wettbewerbsfähigkeit dieser erneuerbaren Energien verbessert und den Nachteil aufwiegt, den die Produktionskosten dieser Energiequelle gegenüber dem europäischen Strompreis aufweisen?
- > Gibt es noch ein Entwicklungspotenzial für Wasserkraft im Kanton?
- > Könnten weitere erneuerbare Energiequellen im Kanton genutzt werden (z.B. Wärme aus Abwasser)?

2. Allgemeiner Kontext

Im Jahr 2009 beschloss der Staatsrat eine neue Energiestrategie mit dem Ziel, die 4000-Watt-Gesellschaft bis 2030 zu erreichen. In seinem Bericht an den Grossen Rat (Bericht Nr. 160 vom 29. September 2009) legte er dar, wie er sein Ziel erreichen will, insbesondere in Bezug auf den Ausbau der erneuerbaren Energien für die Erzeugung von Strom und Wärme. In Umsetzung dieser Strategie wurden anschliessend die kantonalen Gesetzesbestimmungen geändert und die Fördermassnahmen ergänzt und verstärkt.

Der Staatsrat ruft in Erinnerung, dass für die Beurteilung des Ausbau- und Nutzungspotenzials zwischen den verschiedenen Energieformen, insbesondere zwischen Elektrizität und Wärme, unterschieden werden muss. In der Tat weist die Elektrizität einen deutlich höheren Mehrwert als die Wärme auf. Auch die primären Energiequellen und die Mittel zu ihrer Erzeugung sind in der Regel nicht die gleichen. Elektrizität wird durch ein relativ komplexes und kostspieliges Umwandlungsverfahren erzeugt und kommt deshalb dort zum Einsatz, wo dies sinnvoll und am effizientesten ist (z.B. für den Antrieb von Motoren).

Im Mai 2017 hat das Schweizer Stimmvolk der Energiestrategie 2050 (im Folgenden: ES2050) mit einer komfortablen Mehrheit zugestimmt. Die Hauptachsen dieser Strategie sind folgende:

- > Deutliche Senkung des Energieverbrauchs (Wärme und Elektrizität): Einführung von Massnahmen zur Senkung des Energieverbrauchs von Gebäuden, des Verkehrs und der elektrischen Geräte und Steigerung der Energieeffizienz;
- > Steigerung des Anteils an einheimischen erneuerbaren Energien: Steigerung des Wasserkraftanteils und Entwicklung der neuen erneuerbaren Energien, das heisst Sonnenenergie, Holz, Biomasse, Windenergie und Geothermie;
- > Ausstieg aus der Kernkraft: Fortsetzung des Betriebs der bestehenden Kraftwerke, solange ihre Sicherheit gewährleistet ist, aber Verbot für den Bau neuer Kernkraftwerke;

- > Entwicklung der Stromnetze und ihr Umbau in intelligente Netze (Smart Grids): Multidirektionale Steuerung der Energieflüsse, mit optimaler Anbindung an das europäische Netz;
- > Stärkung der Forschung im Energiebereich;
- > Stärkung der Vorbildfunktion des Bundes, der Kantone, Städte und Gemeinden.

Die ES2050 sieht insbesondere eine Reduktion des Gesamtenergieverbrauchs um 43% und den Ersatz der fossilen Energien durch erneuerbare Energien vor. Der Ausstieg aus der Kernenergie erfordert im Übrigen die Umsetzung bedeutender Massnahmen, um den wegfallenden Atomstrom zu kompensieren und die Energieversorgung der Schweiz sicherzustellen. Zu diesem Zweck wurden die Gesetzesbestimmungen des Bundes angepasst. Der Bund stellt auch klar, dass die Umsetzung aller in der ES2050 vorgesehenen Massnahmen notwendig sein wird.

Die Versorgungssicherheit im Winter ist ebenfalls ein Thema, das angesichts der zunehmenden Verspätung bei der Umsetzung bestimmter Projekte in der Schweiz und insbesondere seit dem Ausstieg der Schweiz aus den Rahmenabkommen mit der Europäischen Union immer mehr an Bedeutung gewinnt. Die Verhandlungen über ein Stromabkommen wurden sistiert, was die Schweiz im Winter in eine schwierige Lage versetzt, da sie auf immer höhere Importmengen angewiesen ist, während die EU bereits Mühe hat, ihre eigene Versorgung sicherzustellen.

3. Sachplan Energie

Im Jahr 2017 hat der Staat seinen Sachplan Energie (im Folgenden SPE, <https://www.fr.ch/de/-document/126376>) veröffentlicht. Dieses Dokument wurde vom Amt für Energie (AfE) ausgearbeitet und nimmt Bezug auf zahlreiche Studien, die hauptsächlich ab dem Jahr 2010 durchgeführt wurden. Einzelne davon wurden zudem aktualisiert, damit der SPE die energetische Lage des Kantons zum Zeitpunkt seines Erscheinens möglichst genau abbildet.

Als Erstes enthält der SPE eine Bestandaufnahme der gesamten Infrastruktur im Kanton, die alle Energiequellen berücksichtigt. In den nachfolgenden Kapiteln zeigt er das Potenzial auf, das mit Blick auf die Ziele der Energiestrategie realisiert werden kann, und stützt sich dabei auf Studien in allen Bereichen (Versorgung, Verbrauch, Umwandlung, Transport, Speicherung und Energieeffizienz).

Aus dem SPE geht deutlich hervor, dass die Ziele nur erreicht werden können, wenn alle Massnahmen umgesetzt werden. Dies deckt sich mit den Schlussfolgerungen der SE2050.

Hinsichtlich der Elektrizität zeigt sich, dass das grösste Potenzial im Kanton in der Entwicklung der Fotovoltaik, der Wasserkraft, aber auch der Windenergie liegt. Bei den ande-

ren Energiequellen wie Holz und anderer Biomasse, Biogas aus Abwasserreinigungsanlagen und Abwärme aus Abfallverbrennungsanlagen (SAIDEF) ist das Potenzial zur Stromerzeugung relativ gering. Die Tiefengeothermie könnte langfristig eine Rolle spielen. Doch in welchem Ausmass sie nutzbar sein wird, kann heute jedoch noch nicht gesagt werden, da der Untergrund noch zu wenig erforscht ist und es in der Schweiz in diesem Bereich noch keine Erfahrung gibt.

Hinsichtlich der Wärme erwartet das Amt insbesondere eine starke Entwicklung der Wärmepumpen und der Fernwärmenetze, die mit erneuerbaren Energien betrieben werden. Die wichtigsten Energiequellen sind Holz aus der Waldwirtschaft, Abwärme aus der Industrie, der Abfallverbrennung und der Abwasserreinigung sowie Umweltwärme, deren Temperatur dank Wärmepumpen angehoben werden kann.

4. Beantwortung der Fragen

4.1. Wie will der Staatsrat den Anteil an erneuerbaren Energien in Form von Energieholz und Fotovoltaik im Kanton zügig steigern?

Fotovoltaik

In den letzten fünfzehn Jahren hat die Fotovoltaik in der Schweiz dank den Förderprogrammen des Bundes (Einspeisevergütungssystem EVS, früher KEV, und Einmalvergütung), dem technologischen Fortschritt und den sinkenden Kosten der Anlagen einen bedeutenden Aufschwung erlebt.

Der Kanton Freiburg war ein Vorreiter auf diesem Gebiet. Bereits im Jahr 2009 wurde ein bedeutender Betrag für den Bau von Fotovoltaikanlagen bereitgestellt, um den Markt zu beleben. In der Folge wurden im Kanton mehrere Unternehmen gegründet. Heute ist Freiburg einer der Kantone mit den meisten Fotovoltaikanlagen.

Die Stromversorgungsunternehmen des Kantons fördern diese Entwicklung seit Jahren. Mit 10 000 Anlagen, die an ihr Netz angeschlossen sind (ein Grossteil davon auf Freiburger Boden), konnte Groupe E im Jahr 2020 eine Fotovoltaik-Gesamtleistung von 200 MW vorweisen, was der Leistung aller Wasserkraftwerke des Kantons Freiburg zusammen entspricht. In Bezug auf die Energiemenge entspricht dies etwa der Jahresproduktion des Stauwerks von Rossens. Allerdings entfallen etwa 8/10 der gesamten Produktion auf das Sommerhalbjahr und nur etwa 2/10 auf das Winterhalbjahr.

Das Fördermodell für die Fotovoltaik, das im Bundesgesetz für Energie seit 2008 vorgesehen ist, wurde mehrfach angepasst, um die Entwicklung dieser Technologie zu fördern und mit dem technischen Fortschritt und den Marktbedingungen mitzuhalten. Bis heute besteht die Förderung hauptsächlich in einem anfänglichen Investitionsbeitrag, damit

anschliessend die Anlage durch den Verkauf des produzierten Stroms zum Marktpreis amortisiert werden kann.

Der starke Aufschwung, den diese Technologie in den letzten fünfzehn Jahren erfahren hat, bestätigt die Wirksamkeit des Fördermodells. Das aktuelle Fördersystem ermuntert hauptsächlich zum Einbau von Fotovoltaikanlagen auf Gebäuden für den Eigenverbrauch: Mit anderen Worten gibt das aktuelle Fördermodell einer dezentralen Produktion mit direktem Verbrauch vor Ort den Vorzug. Es ist hingegen weniger vorteilhaft für Fotovoltaikanlagen, die an Standorten mit geringem Eigenverbrauch gebaut werden. Denn der produzierte Strom muss grösstenteils zum Marktpreis verkauft werden, was mit einem Preisrisiko verbunden ist (vgl. mittel- und langfristige Entwicklung des Marktpreises).

Diese Problematik ist dem Staatsrat und dem Bundesamt für Energie (BfE) bekannt. Eine Revision des Energiegesetzes ist im Gange und sollte es künftig ermöglichen, dieser Problematik abzuhelfen oder zumindest die Lage zu verbessern. Der Änderungsentwurf sieht nämlich die Einführung eines spezifischen Fördermodells für Fotovoltaikanlagen ohne Eigenverbrauch vor, das voraussichtlich Investitionsbeiträge beinhaltet, die über Ausschreibungen/Auktionen vergeben werden.

Angesichts des ständigen technologischen Fortschritts im Bereich der Fotovoltaik, hat die Volkswirtschaftsdirektion über das AfE zudem beschlossen, das Thema Fotovoltaik im SPE insbesondere in Bezug auf das Potenzial sowie die Umsetzungs- und Fördermöglichkeiten zu überarbeiten, um ihre Entwicklung im Kanton bestmöglich zu fördern. Die Studien sind im Gange und die Resultate werden im Frühjahr 2022 erwartet.

Die Fotovoltaik hat im Kanton einen starken Aufschwung erlebt. Freiburg gehört übrigens zu den Kantonen mit der landesweit stärksten Entwicklung im Bereich der Fotovoltaik. Der Einbau einer Fotovoltaikanlage ist auf Neubauten bereits obligatorisch und das Förderprogramm des Bundes ist sehr erfolgreich. Die öffentlichen Körperschaften leisten aufgrund ihrer Vorbildrolle ebenfalls einen Beitrag. Die Studien, die das Amt für Energie zurzeit durchführt und deren Resultate im Frühjahr 2022 vorliegen werden, sollten zudem neue Möglichkeiten aufzeigen, um diese Entwicklung noch zu beschleunigen.

Energieholz

Gemäss dem Sachplan Energie und dem Thema Energie des kantonalen Richtplans (KRP) gehört Energieholz zum Energiemix, der es langfristig ermöglichen wird, die fossilen Energien zu ersetzen. Diese wertvolle einheimische Ressource, die je nach Einsatzgebiet in unterschiedlicher Form erhältlich ist (Schnitzel, Scheite, Pellets, Briketts), wird hauptsächlich im Bereich der Wärmeerzeugung eine wichtige Rolle für die Energiewende spielen.

Das Potenzial von Energieholz wird vom Amt für Wald und Natur und vom Amt für Energie regelmässig überprüft, wobei die Entwicklung der Waldwirtschaft berücksichtigt wird. Aktuell werden jährlich knapp 100 000 m³ Holz im Kanton zur Energieerzeugung genutzt, das sind knapp 50% des gesamten Volumens, das aus unseren Wäldern gewonnen wird. Pro Jahr bleibt ein ungenutztes Potenzial von etwa 60 000 m³.

Sofern das oben erwähnten Potenzial ausgeschöpft und die Reduktionsziele beim Energieverbrauch erreicht werden, sollte es bis 2035–2050 möglich sein, mit Holzenergie über ein Viertel des Wärmebedarfs im Kanton zu decken. Im Übrigen ist Holz eine Energiequelle, die sich besonders gut für Wärmenetze eignet. Diese werden durch Heizzentralen gespeisen, die über einen hohen Wirkungsgrad und die nötige technische Ausrüstung verfügen, um die hohen Anforderungen an die Luftreinhaltung zu erfüllen. Die kürzlich eingeweihte, imposante Heizzentrale von Pra Bosson, die von der Gruyère Energie SA in La Tour-de-Trême gebaut wurde, speist das Fernwärmenetz der Stadt Bulle und ist repräsentativ für die Leistungsfähigkeit dieser Ressource. Weitere Grossprojekte sind in Planung, wie etwa in Freiburg zur Versorgung des Fricad-Netzes mit Wärme (Fernwärmenetz der Agglomeration Freiburg).

Was die Nutzung von Energieholz betrifft, dürfte das oben erwähnte Restpotenzial von 60 000 m³ pro Jahr von den aktuell geplanten Projekten nahezu aufgebraucht werden. Diese werden voraussichtlich in den kommenden Jahren umgesetzt. Langfristig ist es effektiv das Ziel, diese Ressource maximal und möglichst effizient zu nutzen und gleichzeitig die Lieferkette für einheimisches Energieholz zu kontrollieren, damit den Heizzentralen nicht die Energie ausgeht. Bei der Förderung der Holzenergie ist es zudem sehr wichtig, darauf zu achten, dass die Anforderungen an die Luftqualität erfüllt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der Staatsrat bereits alles Nötige unternommen hat, damit die energiepolitischen Ziele erreicht werden können, insbesondere in Bezug auf Holzenergie und Fotovoltaik.

4.2. Wie könnte das Geschäftsmodell aussehen, das die Wettbewerbsfähigkeit dieser erneuerbaren Energien verbessert und den Nachteil aufwiegt, den die Produktionskosten dieser Energiequelle gegenüber dem europäischen Strompreis aufweisen?

Für die Energieversorgung der Schweiz sind hauptsächlich der Bund und speziell für die Stromversorgung auch die Energiewirtschaft zuständig (Art. 6 EnG). Im Übrigen wird zurzeit der gesetzliche Rahmen des Bundes für eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien revidiert. Der

Gesetzesentwurf beinhaltet Massnahmen für die Versorgungssicherheit und den Ausbau der erneuerbaren Energien, die komplette Öffnung des Strommarkts und verschiedene Änderungen an der Netzregulierung.

Für den Energieverbrauch von Gebäuden sind in erster Linie die Kantone verantwortlich (Art. 89 BV). In diesem Zusammenhang haben die Änderungen, die in den letzten Jahren in der kantonalen Energiegesetzgebung vorgenommen wurden, zu einer ausgewogenen Palette von Vorschriften und Anreizen geführt, die es ermöglichen, den Energieverbrauch zu senken und den Anteil an erneuerbaren Energien im Gebäudebereich deutlich zu steigern.

Das seit 2017 geltende Gebäudeprogramm bietet besondere Anreize und fördert stark den Ersatz von fossil betriebenen Heizsystemen durch erneuerbare Energien, zu denen auch das Holz gehört. Im Jahr 2021 war dieses Programm besonders erfolgreich, da die Förderbeiträge im Rahmen des COVID-19-Wiederankurbelungsplans für eine bestimmte Zeit um 50% erhöht wurden.

Der geltende gesetzliche Rahmen des Kantons, der vorsieht, dass beim Ersatz eines fossil betriebenen Heizsystems 20% des Energieverbrauchs durch erneuerbare Energien gedeckt werden müssen, veranlasst die Eigentümerinnen und Eigentümer dazu, sich für den Einbau eines Heizsystems zu entscheiden, das hauptsächlich mit erneuerbaren Energien betrieben wird.

Zudem enthält die Energieplanung der Freiburger Gemeinden immer öfter eine Klausel, die den Ersatz einer fossil betriebenen Anlage durch ein ähnliches System verbietet. Im Übrigen sind die öffentlichen Körperschaften (Kanton und Gemeinden) verpflichtet, für ihre eigenen Gebäude erneuerbare Energien zu nutzen.

Was die Fotovoltaik betrifft, so hängt ihr Ausbau weitgehend vom Gesetzesrahmen des Bundes (z.B. Förderbeiträge, Raumplanungsgesetz) und des Kantons ab (z.B. Einbau auf Gebäuden), aber auch vom technologischen Fortschritt, vom Markt, von den Lieferanten/Anbietern und von der Preisentwicklung auf dem Strommarkt. In den letzten Jahren lag die Fotovoltaik im Trend. Die laufende Studie wird es gewiss erlauben, neue Möglichkeiten zu finden, um den Ausbau dieser Ressource zu begünstigen.

4.3. Gibt es noch ein Entwicklungspotenzial für Wasserkraft im Kanton?

Im Kanton Freiburg werden 76% des einheimischen Stroms (626 GWh/Jahr) mit Wasserkraft erzeugt. Gemäss den Analysen des AfE für den SPE gibt es für diese Energiequelle auf dem Kantonsgebiet ein theoretisches Entwicklungspotenzial von 198 GWh/Jahr. Dieses Potenzial muss jedoch den Umweltmassnahmen gegenübergestellt werden, die in den

kommenden Jahren namentlich in Anwendung des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer getroffen werden müssen. Diese Massnahmen (Steigerung der Restwassermenge, Sanierungsmassnahmen in Bezug auf Geschiebe, Schwall und Sunk sowie Fischwanderung) werden dazu führen, dass die Wasserkraftwerke weniger Energie produzieren können. Für die Schweiz wurde diese Reduktion auf 10% der aktuellen Produktion geschätzt.

Für eine Steigerung der Wasserkraftproduktion sind eine verbesserte Energieeffizienz der bestehenden Kraftwerke und der Bau von neuen mittleren und grossen Wasserkraftwerken nötig. Im Kanton Freiburg prüft Groupe E zurzeit ein Projekt, das darin besteht, das Wasser des Schiffensees zu turbinieren, das über eine neue Leitung in den Murtensee umgeleitet wird (Projekt SCHEM). Dies würde es erlauben, zusätzlichen Strom von netto 103 GWh/Jahr zu produzieren, was die Jahresproduktion des aktuellen Schiffenwerks beinahe verdoppeln würde.

4.4. Könnten weitere erneuerbare Energiequellen im Kanton genutzt werden (z.B. Wärme aus Abwasser)?

Auch wenn die Wasserkraft das Rückgrat der Stromversorgung in der Schweiz ist und gewiss auch bleiben wird, spielen alle erneuerbaren Energien eine Rolle im Energiemix. Neben der Fotovoltaik und dem Energieholz können noch weitere Energiequellen genutzt werden, um Strom, Wärme oder beides zu erzeugen:

Tiefengeothermie

Der Stand der Technik und die Erfahrungen der letzten 10 Jahre lassen die Entwicklung der Geothermie zunächst eher in Richtung Wärmeerzeugung als in Richtung Stromerzeugung gehen (Tiefe der Bohrungen, Erdbebenrisiko usw.).

Der Staat Freiburg und Groupe E haben im Jahr 2019 die Firma gpfr SA (*Géothermie profonde Fribourg*) gegründet. Die Firma mit Sitz in Freiburg bezweckt die Entwicklung der Tiefengeothermie, das heisst die Nutzung der Erdwärme ab 3000 Metern Tiefe, um Wärme und möglicherweise Strom lokal zu produzieren. Die nächsten Schritte bestehen in der Untersuchung des Untergrunds mit seismischen Messkampagnen, die ab 2022 beginnen könnten.

Windenergie

Das Windenergiepotenzial des Kantons Freiburg bis zum Jahr 2050 wurde vom Bund auf 250 bis 600 GWh/Jahr oder noch mehr geschätzt. Die Energiestrategie des Kantons zielt jedoch darauf ab, 160 GWh/Jahr bis 2030 zu erreichen. Gestützt auf den rechtlichen Rahmen des Bundes wurden

sieben mögliche Standorte festgelegt und in den kantonalen Richtplan aufgenommen (KRP).

Diese Energiequelle, die zwei Drittel der Energiemenge im Winter liefert, wenn die Nachfrage am höchsten ist, im Kanton aber heute noch nicht präsent ist, gehört zum vorgesehenen Energiemix nach ES2050 des Bundes. Wie der Bund und der Staatsrat jedoch ausdrücklich versichert haben, ist es Sache der betroffenen Gemeinden und ihrer Bevölkerung, darüber zu entscheiden, ob sie einen Windpark auf ihrem Gemeindegebiet wollen.

Biogas

Biogas wird vor allem aus Grünabfällen und Klärschlamm gewonnen. Diese Technik ist ökologisch besonders sinnvoll, denn angesichts der heutigen Abfallmengen, muss der Abfall dringend sortiert werden, damit möglichst viel davon wiederverwertet werden kann. Ausserdem ist Biogas erneuerbar und gilt als CO₂-neutral wie Holz. Doch das ungenutzte theoretische Potenzial ist sehr begrenzt und beläuft sich auf etwa 40 GWh/Jahr Strom und weniger als 100 GWh/Jahr Wärme.

In den letzten 15 Jahren wurden im Kanton dank dem Förderprogramm des Bundes rund zehn landwirtschaftliche Biogasanlagen gebaut, die Wärme und Strom produzieren. Das ungenutzte Entwicklungspotenzial liegt hauptsächlich in der Nutzung von Hofdünger auf Landwirtschaftsbetrieben. In diesem Zusammenhang ist eine Pilotanlage zu erwähnen, die das Landwirtschaftliche Institut in Grangeneuve (LIG) zusammen mit der Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften Zollikofen (HAFL) baut. Ziel ist es, die Effizienz der Anlage durch eine thermische Vorbehandlung der Gülle zu steigern und die Wirtschaftlichkeit von Biogasanlagen ohne Co-Substrate zu verbessern.

Abfallverwertungsanlagen (SAIDEF)

Im Jahr 2020 hat die SAIDEF 82 GWh Wärme in das Freiburger Fernwärmenetz und 52 GWh Elektrizität in das Stromnetz eingespielen. Mit Ausnahme einer Restmenge an Wärme, die die bestehenden Anlagen noch liefern und die durch den Ausbau des Fernwärmenetzes Fricad, der zurzeit im Gange ist, genutzt werden kann, gibt es zurzeit kein Entwicklungspotenzial auf diesem Gebiet.

Abwärme

Die Industrieprozesse können eine bedeutende Menge von Abwärme produzieren und somit ein interessantes Rückgewinnungspotenzial aufweisen. Die für den SPE durchgeführten Studien zeigen auf, dass ein «realistisches» Potenzial von 50 GWh Wärme pro Jahr besteht. In den letzten Jahren wurden im Kanton relativ grosse Projekte realisiert, wie etwa die Rückgewinnung der Wärme aus den Prüfständen

der Firma Liebherr in Bulle, der Abwärme der Firma Nespresso in Romont, oder die Projekte der Firma Swisspor in Châtel-St-Denis.

Diesbezüglich ist zu erwähnen, dass das kantonale Energiegesetz (EnGe) insbesondere bei industriellen Prozessen eine Pflicht zur Wärmerückgewinnung vorsieht.

Umweltwärme

Die Aussenluft, der Untergrund und die Gewässer verfügen über ein bedeutendes thermisches Potenzial, das hauptsächlich genutzt werden kann, um Wärme mit einer Wärmepumpe zu erzeugen, oder um beispielsweise Räume direkt zu kühlen (Free-Cooling).

Der SPE geht von einem Wärmeerzeugungspotenzial mit Wärmepumpen von knapp 700 GWh aus. Erwähnenswert ist diesbezüglich, dass der Ersatz von Heizungen, die mit fossilen Energieträgern betrieben werden, grösstenteils durch Wärmepumpen erfolgt. Im Jahr 2021 wurden im Rahmen des Gebäudeprogramms Förderbeiträge für über 1000 Luft-Wasser- oder Wasser-Wasser-Wärmepumpen zugesichert (Stand Ende November 2021).

Altholz

Das Altholz, das beispielsweise von Baustellen oder Abrissarbeiten stammt, ist eine Energiequelle, aus der Wärme und eventuell Strom gewonnen werden kann. In der Tat wird zurzeit knapp ein Drittel des verfügbaren Volumens ins Ausland exportiert. Das Altholz wird anschliessend zu Spanplatten verarbeitet oder zur Energieerzeugung verwendet.

Wenn das Altholz vermehrt im Inland verwertet werden könnte, würden zahlreiche Holztransporte ins Ausland dahinfliegen, was Energie sparen, Kosten senken und verkehrsbedingte Treibhausgasemissionen reduzieren würde.

Pläne für Zentralen zur Nutzung von Altholz sind im Kanton im Gange, insbesondere zur Speisung des Fernwärmenetzes der Stadt Freiburg.

Wasserstoff

Wasserstoff ist im Gegensatz zu Wasser, Sonne und Wind keine Primärenergiequelle. Er ist auf der Erde nicht in seiner chemischen Grundform vorzufinden und wird durch Umwandlung produziert. Dieser Prozess verbraucht besonders viel Strom, sodass der Gesamtwirkungsgrad des produzierten Wasserstoffs unter 50% liegt und somit relativ schlecht ausfällt. So müssten über 2 kWh Strom eingesetzt werden, um eine Wasserstoffmenge zu produzieren, die anschliessend nur eine Kilowattstunde Strom liefern könnte. Ausserdem ist Wasserstoff nur dann ökologisch, wenn der für

seine Produktion verwendete Strom aus erneuerbaren Energiequellen stammt.

Im Kanton laufen zurzeit zwei Projekte. Das Erste wurde im Frühjahr 2021 angekündigt und wird von der GESA in der Industriezone von Bulle umgesetzt. Das Zweite wird von Groupe E umgesetzt und besteht in der Produktion von Wasserstoff beim Schiffenstauwerk.

Wasserstoff ist hauptsächlich für den Schwerverkehr (Busse, Lastwagen usw.) und für die Industrie bestimmt. Im Hinblick auf den steigenden Strombedarf schafft er keine Abhilfe. Künftig könnte Wasserstoff eventuell eingesetzt werden, um die sommerliche Überproduktion von Strom aus erneuerbaren Energiequellen wie der Fotovoltaik zu speichern und im Winter zu verwenden.

Eine kantonale Entwicklungsstrategie für Wasserstoff wurde in der Antwort des Staatsrats vom 9. Dezember 2020 auf die parlamentarische Anfrage 2020-CE-169 «Entwicklung von Wasserstoff im Kanton Freiburg; welche Strategie?» besprochen.

5. Schluss

Der Staatsrat ist generell der Ansicht, dass die vom Kanton verfolgte Energiepolitik, die sich auf die Energieeffizienz und den Ausbau von erneuerbaren Energien abstützt, in die richtige Richtung weist, und er will diesen Weg weiterverfolgen. Freiburg gehört auch zu den Kantonen mit einem sehr attraktiven Gebäudeprogramm und ehrgeizigen Gesetzesbestimmungen im Energiebereich. Das WWF-Rating der kantonalen Klimapolitik im Gebäudebereich, die hauptsächlich die Gebäudeenergie betrachtet, bestätigt dies, denn der Kanton Freiburg gehört zur Gruppe, die die Rangliste anführt.

Mit diesem Bericht gibt der Staatsrat dem Postulat von Grossrat Jean-Daniel Wicht und Grossrätin Antoinette de Weck Folge. Abschliessend bittet der Staatsrat den Grossen Rat, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.
